

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 154 1^{er} MAI 1975 - CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 2,00 F

U.S. HORS DU VIETNAM — VERS LA VICTOIRE TOTALE

En moins d'une semaine, la débâcle du régime fantoche est devenue générale. La chute de Saigon, que l'impérialisme US refusait d'envisager il y a quelques semaines, est aujourd'hui clairement évoquée dans les sphères dirigeantes yankees. On comprend pourquoi !

LA DEBACLE SANS PRÉCÉDENT DES USA ET DE SES FANTOCHES

Depuis la libération de Xuan Loc, l'armée fantoche est incapable d'aucune résistance, les mutineries se multiplient, l'aéroport de Bien Hoa est inutilisable : des bombardiers légers ont été abattus au décollage, la piste a été mise hors d'usage par des pilonnages d'artillerie lourde. La débâcle des troupes fantoches est telle que les faubourgs de Saigon sont aujourd'hui à portée des canons des forces populaires de libération.

Thieu a démissionné et s'est enfui à Taiwan en attendant de rejoindre son ignoble pareil, Lon Nol, à Honolulu. Après l'échec de sa tentative de maintenir malgré la débâcle, Thieu au pouvoir, l'impérialisme US mettait sur pied une nouvelle manœuvre : « maintenir le régime Thieu sans Thieu », en maintenant au pouvoir les fantoches de l'administration Thieu, pour qu'elle poursuive la politique de sabotage des accords de Paris.

Cette nouvelle machination a connu l'échec total : en moins d'une semaine, le « régime Thieu sans Thieu » de Tran Van Huong était balayé sous les coups incessants des forces de libération, et devant l'exigence de la population, jusque dans Saigon, que s'établissent la paix, la concorde nationale.

Devant cet échec, les « députés du parlement » ont voté les pleins pouvoirs à Minh. La moitié d'entre eux ont pris la fuite immédiatement, accompagnés de responsables des

services publics et d'hommes d'affaires. Cette débâcle témoigne de la faillite des points d'appui de l'impérialisme US au Vietnam !

Mais malgré cela, les manœuvres US ne sont pas terminées. L'impérialisme US n'a pas renoncé à sa

politique d'agression et d'intervention dans les affaires du Vietnam.

VIGILANCE CONTRE TOUTES LES NOUVELLES MANŒUVRES DE L'IMPERIALISME US

La désignation de Minh comme nouveau président, la mise en place « d'hommes nouveaux » distincts des politiciens compromis dans l'administration Thieu, tout cela constitue des signes évidents des reculs US au Vietnam, mais ne règle pas l'avenir. L'appareil militaire des fantoches, l'appareil de coercition et d'oppression de l'administration Thieu est toujours en place.

Les impérialistes américains n'ont pas renoncé. Au large du Vietnam, 44 navires sont bourrés de milliers de marines prêts à intervenir, avec l'accord du Congrès, sous couvert « de protéger le départ du personnel américain et des Vietnamiens menacés ».

Au Vietnam, cet appareil de coercition, de répression, l'armée et la police fantoche, mis en place par les Yankees et qu'ils ont toujours dirigé, reste en place et peut leur servir de point d'appui pour se maintenir au Vietnam, pour tenter de perpétuer leur politique d'agression.

Mme Ngo Ba Thanh, personnalité de la 3^e Force, condamnait la poursuite de la « politique belliqueuse de Thieu sans Thieu » et exigeait du général Minh de « négocier avec le GRP, et d'appliquer

sérieusement les accords de Paris ».

SATISFACTION IMMEDIATE DES DEUX POINTS DU GRP !

Ainsi pour Minh, ne s'ouvre qu'une voie : s'il veut réaliser la paix et la concorde nationale : répondre aux exigences de la population vietnamienne qui s'expriment dans les deux points du GRP :

1) Le gouvernement des Etats-Unis doit appliquer sérieusement et intégralement l'article premier, l'article 4 et l'article 9 de l'Accord de Paris sur le Vietnam, il doit respecter véritablement les droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien et le droit à l'autodétermination de la population sud-vietnamienne.

2) Il faut que soit abolie l'administration saïgonnaise, instrument du néo-colonialisme américain, que soient abolies la machine de guerre et l'appareil de coercition et de répression contre la population, actuellement en place au Sud-Vietnam. Tant que cette administration, cette machine de guerre et cet appareil de coercition et de répression existent, quelle qu'en soit l'étiquette, la population du Sud-Vietnam endurera encore des souffrances et des douleurs.

« Ce sont là les exigences les plus pressantes et les plus fondamentales que la population sud-vietnamienne réalisera à tout prix. »

(Suite page 8.)

sommaire

● chômage :

— discussion
entre des
ouvrières de
Lip et des
ouvrières
d'Everwear
(p. 3)

— Seine-St-Denis
40 000
chômeurs
(p. 4)

● après la
semaine
anti-nucléaire
(p. 6)

après les
élections :
où va le
portugal ?

par nos
envoyés
spéciaux
(page 7)



EN AVANT POUR LA TENUE DES ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES !

Dans le cadre des activités de la Commission Populaire de Liévin, voici le texte de l'appel aux ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES qui nous est parvenu et que nous reproduisons. Cet appel est destiné à être signé par tous ceux qui sont d'accord pour préparer et participer à ces ASSISES prévues à la mi-juin. La liste des différents signataires sera publiée dans la presse et, bien sûr, dans FRONT ROUGE au fur et à mesure qu'elles seront connues.

APPEL A LA TENUE DES ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

En 1971, la tenue du Tribunal Populaire de Lens après la catastrophe minière de Fouquières était le premier coup, marquant la volonté de ne plus accepter la fatalité comme explication des accidents du travail. Un an après, les ouvriers de Pennaroya, aidés de médecins progressistes, se battaient sur le front des maladies professionnelles, pour imposer aux patrons des mesures de prévention et de soins. Depuis, à Usinor - Dunkerque, puis à Liévin avec la Commission Populaire d'Enquête et le Tribunal Populaire, sidérurgistes et mineurs ont continué dans cette voie. Aujourd'hui, les luttes contre les accidents et les maladies professionnelles sont en plein développement, elles ont le renfort des travailleurs du secteur hospitalier de plus en plus sensibles à la détérioration des conditions de santé qu'impose la bourgeoisie au peuple. De plus en plus, ils remettent en cause la médecine au service du capital et joignent leurs forces à celles de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les luttes sur ce terrain sont trop souvent isolées, dispersées et passées sous silence ; les accidents du travail, quand les victimes sont peu nombreuses, ne sont pas connus et systématiquement étouffés, sans parler des maladies professionnelles et des invalidités dont les victimes, coupées de leur usine, n'ont le droit qu'au silence et au rejet.

CELA SUFFIT !

1° Il faut faire le point, et des accidents du travail et des maladies professionnelles dans la France capitaliste d'aujourd'hui, face à la politique officielle de silence sur cette question.

2° « Fatalité », dit la bourgeoisie, dressons le dossier noir de l'insécurité dans les usines. Etudions ses causes en relation avec le rendement et la recherche du profit maximum.

3° Certains voudraient faire croire que la lutte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles est affaire de spécialistes que tout n'est que question d'investissements suffisants, que la loi est bien faite et qu'il suffit de l'appliquer. Etudions lois et réglementations, faisons le bilan de l'application de ces mesures prises par la bourgeoisie, échangeons nos expériences de lutte, tirons le bilan des CHS et nous verrons qu'il n'y a pas de lutte victorieuse pour la sécurité et la santé sans la mobilisation des travailleurs.

4° Les travailleurs des hôpitaux, surchargés de travail par le manque d'effectifs et payés misérablement dénoncent l'instauration de la médecine des riches et de la médecine des pauvres dans les hôpitaux.

Avec eux DRESSONS LE BILAN de l'appareil médical et hospitalier de la bourgeoisie face aux accidents et aux maladies professionnelles.

5° Face à une société qui n'a à offrir que les accidents du travail, les maladies professionnelles et une médecine au rabais, de quelle société et de quelle médecine avons-nous besoin ?

POURSUIVONS LE PROCES DE LA BOURGEOISIE SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES AMORCE AU TRIBUNAL POPULAIRE DE LIEVIN.

RASSEMBLONS-NOUS, UNISSONS-NOUS, sections syndicales, syndicalistes, délégués CHS, ouvriers, employés de la Sécurité sociale..., médecins, juristes, étudiants voulant se mettre au service du peuple :

- pour le renforcement et le développement des luttes sur ce front,
- pour l'instauration d'une société où accidents du travail et maladies professionnelles seront effectivement combattus par un système de santé fait par et pour le peuple.

EN AVANT POUR LA TENUE DES ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES !

BORDEAUX :

Grève à la Simflex pour les salaires

La Simflex, un des bagnes capitalistes de la région bordelaise où les salaires sont parmi les plus bas de la région, où les accidents du travail et les maladies professionnelles sont fréquents, où l'activité des syndicats, CGT et FO a été pratiquement inexistante depuis l'ouverture de l'usine. Mais la Simflex, c'est aussi un cercle du PCR (ml) créé après le tribunal populaire de Liévin. A l'initiative du Parti, une mobilisation des travailleurs s'était engagée sur le problème des accidents du travail et des maladies professionnelles. Des ouvriers, sympathisants du Parti, avaient développé une agitation sur ce thème. Face au début de mobilisation, la direction pour briser toute tentative de lutte, fit pleuvoir sur les ouvriers toute une série de sanctions : avertissements, mises à pied, menaces de licenciement, les cadences furent augmentées. Mais c'était sans compter sur la détermination des ouvriers chez qui la colère montait. A l'initiative du cercle, une pétition à l'atelier du polyuréthane (où sont fabriquées les semelles de chaussures) recueillit l'assentiment de la majorité des travailleurs. Ils décidèrent alors d'occuper la direction pour exiger la levée des sanctions et l'application des mesures de sécurité. Les pressions de certains délégués CGT, de la Bourse du travail, firent échouer cette tentative. Mais la mobilisation était engagée et dans l'usine les travailleurs commençaient à parler des salaires, d'une lutte plus dure pour faire aboutir leurs revendications. Convoquant une assemblée générale des travailleurs, avec la CGT, les camarades du cercle proposent de faire débayer tous les ateliers et d'élaborer un cahier de revendications. Les travailleurs présents à cette assemblée générale du 21 avril partent alors dans les

différents ateliers et la majorité des ouvriers arrêtent la production. En assemblée, ils élaborent un cahier de revendications : 1 650 francs de salaire minimum, 200 francs pour tous, levée immédiate des sanctions, application des mesures d'hygiène et de sécurité, respect des ouvriers par les chefs. La grève est votée. Tout au long des trois jours de grève, le Parti sera la seule organisation capable d'offrir des perspectives à la grève, les moyens d'étendre le mouvement, d'analyser les menaces de la direction comme une tentative pour briser la lutte.

L'unité des ouvriers, femmes et hommes, français et immigrés, se crée et se renforce dans la grève (95 % des ouvriers turcs participent au mouvement).

Avec la venue d'un permanent CGT dans l'usine, la lutte pour le maintien des revendications et de la grève s'intensifie. A plusieurs reprises, la direction de la CGT essaie de dénaturer les revendications (salaire minimum abaissé à 1 500 francs, augmentation au pourcentage). Mais le travail d'explication du cercle du Parti, le fait que ses militants soient reconnus par la masse des ouvriers comme les dirigeants de la lutte, permet la victoire contre cette tentative des révisionnistes.

Au bout de trois jours de grève les travailleurs obtiennent :

* 173 francs d'augmentation pour tous ;

* l'intégration de la prime d'assiduité (que l'on perd pour une absence, un accident ou une maladie) et de la prime trimestrielle au salaire : + 0,36 F/h.

En fait, ces augmentations représentent plus de 220 francs d'augmentation uniforme. D'autre part, le patron s'est engagé à ouvrir des

négociations sur les sanctions (avec les ouvriers concernés) et sur les cadences (directement avec les ouvriers, atelier par atelier).

Jeudi 24 avril, le travail reprenait à l'usine, un tract du cercle tirant un premier bilan et appelant à continuer la lutte, a été très bien reçu par les travailleurs. Certains travailleurs sont venus à la porte de l'usine prendre des paquets de tracts pour les diffuser dans les ateliers. Un vieux travailleur, délégué CGT nous déclarait : « C'est la première grève depuis 15 ans ; nous avons gagné. Merci pour votre appui dans cette grève ». Les ouvriers avec qui nous avons discuté nous ont déclaré être prêts à se remettre en grève si la direction ne levait pas les sanctions, n'acceptait pas d'appliquer les mesures de sécurité.

Cette grève, dans laquelle le Parti a joué un rôle déterminant, nous permet d'élargir le cercle, et a fait comprendre à nos contacts sympathisants la nécessité de créer rapidement la cellule dans l'usine, de développer largement le travail du Parti dans la perspective de la Révolution.

Elle nous montre que malgré la situation économique (chômage), politique (intransigence du gouvernement et du patronat), la lutte pour les salaires et les conditions de travail est possible, que la victoire est possible. La grève des ouvriers de la Simflex en est un exemple.

C'EST A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !

DEVELOPPONS LES CELLULES D'ENTREPRISES DU PARTI !

Le Cercle de la Simflex du PCR (ml) - Correspondant Bordeaux

50 adhésions à la CGT pendant la grève.

NOUVELLES BRÈVES...

(de nos correspondants)

cip (ex Bailleul)

ouvriers, lycéens, même combat !

Les ouvrières de CIP poursuivent leur lutte avec détermination. Elles sont révoltées par le fait que jusqu'à ce jour, la mairie (Parti socialiste) n'a strictement rien fait pour remettre, dans l'atelier de Noeux occupé, l'électricité coupée sur ordre du patron. Vendredi après-midi, se tenait à Noeux-les-Mines une manifestation contre le chômage rassemblant les ouvriers de CIP (Noeux et Houdain), HK Porter et d'autres ouvriers de la région. Les jeunes du lycée technique de Béthune, ayant repris au début de la semaine la lutte contre la réforme Haby, une centaine d'entre eux, à l'initiative du cercle Jeunesse, ont parcouru en cortège 5 km à pied pour se joindre à la manifestation des ouvriers. Aux mots d'ordre des ouvriers « Indemnisé ou pas, du chômage on n'en veut pas ! », « Ouvriers, lycéens même combat ! », répondaient ceux des lycéens : « Lycéens, ouvriers contre le capitalisme », « Haby-chômage, même combat ! ».



UNIMEL : GRÈVE ILLIMITÉE

Les travailleurs d'Unimel (Besançon) ont saisi l'occasion de la visite de l'usine par 70 journalistes le vendredi 25, pour se mettre en grève, votée illimitée dès le lendemain, à 90 %. Ils exigent 500 F de prime de vacances pour tous ; salaire d'embauche à 1 500 F (avec 10 ans d'ancienneté, il est actuellement de 1 400 F) ; maintien des 2 % d'amélioration du pouvoir d'achat, mais qu'ils veulent non hiérarchisés ; amélioration des conditions de travail. A cela s'est ajoutée, sur proposition de la cellule du Parti, qui participe activement à la grève, la suppression des contrats à durée limitée. Pour mobiliser l'énergie de tous, des commissions ont été fondées et un comité de grève a été désigné.

Correspondant Unimel.

12 PAYSANS EMPRISONNÉS

Depuis le 4 avril, un jeune ouvrier agricole, en chômage depuis quelques mois, et sa femme, s'étaient installés dans la ferme de la Vigne-Marion (cf. à FR n° 153) en friche depuis trois ans, appartenant au comte Armand. Alors que le chômage se développe en Loire-Atlantique, à la campagne et dans les usines, le lundi 21 au matin, les gardes mobiles ont expulsé le jeune couple et les 10 paysans du piquet de garde. Condamnés à des peines de prison, allant de 2 à 6 semaines, ils sont actuellement emprisonnés à Aurec ; ceci en moins d'une semaine. C'est une « justice » rapide qui doit plaire à Lecanuet ! D'ailleurs, pour le président du tribunal « une femme de paysan ça ne s'occupe pas de politique... c'est une personne robuste et peu cultivée ». Quand on sait que le comte Armand a été condamné, il y a

10 ans devant les tribunaux et pour une dette de 1,7 million, à des ouvriers agricoles qui attendent toujours leur salaire, la nature de cette « justice » apparaît clairement.

La lutte pour la libération immédiate des 12 paysans emprisonnés s'organise.

venissieux : LA MUNICIPALITÉ RÉVISIONNISTE ET SA DÉMOCRATIE

La municipalité révisionniste de Venissieux, à la dernière minute, a refusé une salle au FRAP qui tenait un meeting d'anniversaire de la II^e République espagnole. Les 400 personnes rassemblées ont dû se réunir ailleurs. Les révisionnistes prétendant qu'elle était retenue, la salle municipale est restée inoccupée tout l'après-midi. Ils ont eu de la peine à justifier cette bavure « démocratique » qui n'est pas isolée puisque, en outre, ils ont aussi interdit l'entrée de la maison des syndicats à des chômeurs regroupés autour de la CFDT.

A RHODIA BELLE ETOILE...

A Rhodia Belle-Etoile (Saint-Fons), les responsables syndicaux révisionnistes organisent l'action ! Le 23 avril, après une brève visite « calme et digne » des travailleurs de la journée aux directeurs RPT réunis en conférence à l'usine, ceux de l'équipe C des 4/8 sont invités à débayer en fin de poste (19 h-21 h). Argument convaincant pour la grève : « Vous pouvez voir France-Allemagne à la télé ». Après la « grève-bidon », la « grève-ballon » !

3 morts en 3 semaines aux houillères du Nord, Pas-de-Calais

Le 24 avril, un mineur de jour a été tué à la fosse Aramberg dans l'UP de Douai par le démarrage intempestif d'un convoyeur. C'est le troisième accident mortel en trois semaines dans les HBNPC. Le 10 avril, 2 mineurs étaient ensevelis par un éboulement à — 640 m à la Fosse Agache à Fenain ; plutôt que de faire un abattage au marteau-piqueur avec remblayage à schistes, seule méthode à peu près sûre dans une veine faisant 40 m de dénivellation sur 100 m, les houillères « pour aller plus vite » ont préféré un abattage au rabot avec remblayage par foudroyage, rendant l'éboulement beaucoup plus probable.

Il y a 15 jours, aux « Dossiers de l'écran », Gardent, directeur des HBNPC, vantait les mesures de sécurité « prises avec les moyens modernes de soutènement contre les éboulements ». On voit ce qu'il en est, quand ce sont ces moyens qui étaient en place à Fenain.

Deux jours avant, à Agache, 6 mineurs étaient emmurés à la fosse 9 d'Oignies par un éboulement. C'était le troisième depuis le début de l'année, dans cette fosse, et à chaque fois les mineurs ont pu y échapper à temps.

M. Gardent, nous voyons ce que valent vos déclarations, ce que valent les quelques mesures que le Tribunal Populaire de Liévin vous a contraint de prendre. La lutte des mineurs imposera le maintien des puits avec une sécurité réelle. L'organisation des assises sur les accidents du travail et les maladies professionnelles y contribuera. HOULLERES ASSASSINS !

EVERWEAR VIVRA

(la journée portes ouvertes)

Dimanche 27 avril, Saint-Quentin. Les ouvrières d'Everwear accueillent chaleureusement ceux qui les soutiennent. C'est la journée portes ouvertes — un véritable rassemblement populaire. Plusieurs centaines de travailleurs venus là, de tous les coins de la région et de plus loin. A côté du stand de vente tenu par les « Everwear », les ouvrières de la CIP (ex-Bailleul), en grève, vendent les habits qu'elles fabriquent. Des ouvrières de Lip, des syndicalistes, des travailleurs apportent leur expérience dans les discussions, les débats organisés. Pièce de théâtre sur la lutte des travailleurs des PTT ; montage sur Everwear ; Lip ; Cerisay ; prises de parole de la CFDT ; tout le monde écoute ; tout le monde est venu ici pour s'informer, pour réfléchir, pour affirmer sa solidarité. Sans oublier le soleil, la gaieté, la musique, la danse, la fête.

Les responsables CGT, quant à eux, avaient annoncé que la CGT ne participerait pas à une telle initiative ; le syndicat CFDT a pris tout seul l'initiative d'organiser cette journée « Portes ouvertes ».

des ouvrières de lip s'entretiennent avec des grévistes d'everwear

Au moment où le P.C.F. annonce qu'il va partir à l'avant-garde des luttes, après la grève de Renault-Le-Mans, il était intéressant de connaître l'opinion des travailleurs d'Everwear sur le révisionnisme, l'attitude de la CGT... Nous en avons discuté avec deux ouvrières de l'usine, Nicole et Monique ; deux ouvrières de LIP étaient présentes : Reine et Alice.

Nicole : Lip, ça a été un exemple ; pour nous, pour beaucoup. Ils ont produit, ils ont vendu, ils sont arrivés à s'en sortir. Ils ont gagné le maintien de l'emploi, et même, on réembauche à l'heure actuelle. On a dit : « Si les Lip sont arrivés à s'en sortir, pourquoi on s'en sortirait pas ? Avec la CGT, on a des difficultés ; mais pas avec toutes les syndiquées. Il y en a qui travaillent avec nous, qui produisent avec nous, il y en a qui sont ici aujourd'hui.

Reine : La CGT, à Lip, ce n'était pas un bloc. Des gars n'étaient pas d'accord avec les initiatives que Mercet prenait. On sentait une structure très forte qui empêchait de prendre des initiatives à la base. Pendant une réunion, on entendait le responsable syndical dire : « Moi, je ne peux pas prendre d'initiative tant que je n'aurais pas téléphoné à Paris. » Ça nous paraissait énorme. C'est à partir de là que la conscience s'est faite. Au bout de quelques refus, ça a été une explosion...

Nicole : Chez nous, c'est pareil. Tant qu'ils n'ont pas téléphoné à l'UL, ils ne répondent pas. Ça passe par Paillot, responsable de l'UL CGT. Si Paillot dit non, c'est non. Comme pour l'inscription au chômage. On avait décidé de s'inscrire ensemble. Les responsables CGT s'y sont opposés, ils ont suivi.

Je vais te dire : le syndicat CFDT, avant la lutte, il était pourri. C'était les bureaux. C'est ma belle-sœur et moi qui avons monté le syndicat CGT. Pour moi,

Où en est la lutte ? Depuis le 10 février, les 200 ouvrières d'Everwear occupent leur usine, jour et nuit, à la suite d'un « licenciement collectif général ». Elles veulent obliger les pouvoirs publics et le patronat à trouver une solution. Pour populariser leur action et pour pouvoir tenir, elles commencent à fabriquer des napperons avec des chutes de tissus qu'elles vendent aux travailleurs des entreprises, sur les marchés de la région et par l'intermédiaire des Comités de soutien : on occupe, on vend, on se paie.

Le 25 février, elles décident de remettre en marche les grosses machines pour la fabrication des couvre-lits ; à quoi les responsables de la CGT se sont opposés. La paie est à présent de 400 francs par semaine pour chacune.

La bourgeoisie a essayé de riposter en assignant les travailleurs en référé pour demander l'expulsion. Mais à cause de l'ampleur du soutien et de la solidarité qui se sont exprimés autour des ouvrières, le syndic a été obligé d'accepter que les mesures d'expulsion soient

repoussées « sine die » tant que dureront les négociations entamées avec un industriel allemand.

Cette semaine, inscription au chômage. Suivant l'exemple des Lip, les ouvrières se sont inscrites collectivement, notifiant qu'elles cherchaient du travail à Everwear et refusent le pointage individuel. Ce à quoi les responsables CGT se sont opposés.

Qui sont les diviseurs ? Aujourd'hui, à côté des ouvrières qui travaillent, certaines qui suivent encore les consignes de la CGT occupent sans produire.

Les ouvrières d'Everwear ont bien compris que l'essentiel pour elles était de tenir, et que la tactique de la bourgeoisie était de faire traîner la lutte en longueur pour la faire pourrir. C'est pour cela, qu'inlassablement, combattant énergiquement le découragement qui survient parfois, elles organisent la production et la vente des couvre-lits, conscientes que ce sont bien là les instruments de leur victoire.

**EVERWEAR DOIT VIVRE !
EVERWEAR VIVRA !**



Journée portes-ouvertes à Everwear : on regarde attentivement la pièce retraçant la lutte des postiers.

mes convictions politiques, c'était de ce côté-là ; du côté du P.C.F. Mais après, j'ai vu tout ce qu'ils ont fait à Everwear, c'est incroyable. J'ai dit non. Je ne peux pas continuer comme ça. En ce moment, je suis en train de réfléchir.

Reine : Pour toi, c'est important d'avoir une option politique ?

Nicole : Pas dans le conflit ; dans la vie. Il faut avoir le respect de ses opinions. On ne peut pas changer.

Pierre (journaliste) : quelles sont les contradictions avec la CGT ?

Nicole : Ils étaient seulement d'accord pour fabriquer des napperons avec des chutes ; avec ça, on ne pouvait pas continuer la lutte longtemps. Moi, je ne pouvais pas continuer. Mon mari aussi travaillait chez Everwear, et puis on a quatre gosses.

Thérèse (journaliste) : A ton avis, pourquoi la CGT est contre ces formes de lutte ?

Monique : Comme tu as pu l'entendre, elles se sont expliquées à la TV : « Elles ne sont pas des voleuses. » Parce que, pour la CGT, quand on produit on est des voleuses ! Seulement, celle qui a dit ça, à la télé, elle était en train de tricoter avec du nylon de l'usine.

Alice (LIP) : Chez nous, après le plan Giraud, que la CGT avait accepté et que les travailleurs avaient refusé, on a été aussi traités de voleurs. Ils n'acceptent pas de faire des ventes « sauvages » dans les usines.

Thérèse explique alors que si le P.C.F. tient tant à respecter les lois de la bourgeoisie, c'est que, s'il est un jour au gouvernement, ce sera pour gérer les biens de la bourgeoisie.

Pierre : Aujourd'hui, le P.C.F. dit qu'il va se mettre à la tête des luttes, mais dans la pratique, qu'est-ce que vous constatez ?

Nicole : La pratique ? Il n'y a rien, justement.

Alice : Alors, c'est l'option politique qui ne va plus.

Nicole : Du jour au lendemain, tu ne peux pas changer. C'est le premier conflit auquel je participe, je ne suis pas bien au courant de ce que la CGT fait ailleurs... J'ai 35 ans, c'est la première fois que je me trouve au chômage.

Pierre : Mais pour que la France devienne un pays socialiste, est-ce que tu crois que le P.C.F. c'est l'organisation qu'il faut pour aller jusque là aujourd'hui ?

Nicole : A l'heure actuelle, j'estime que non.

Pierre parle alors de notre Parti, du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Thérèse : Et à la CFDT, comment ça se passe ?

Monique : Tout ce qu'on fait, c'est décidé en AG. Jusqu'à maintenant, c'est la majorité qui l'emporte. C'est démocratique.

Pierre : Dion, secrétaire fédéral CFDT de l'Hacutex, tout à l'heure a fini son discours sur le socialisme autogestionnaire, est-ce que ça a été discuté ici ?

Monique : Non, il doit revenir mardi !

Alice : De toutes les façons, on ne peut jamais rêver d'autogestion dans un système capitaliste. Pour ça, Lip a été une bonne expérience.

Reine : Un conflit, c'est une formation. Cela nous aide à avoir des idées sur la société. Chez Lip, pendant le conflit, on n'en a pas assez discuté, on avait beaucoup de problèmes à régler. C'est une erreur. Il faut en discuter pour voir les choses d'une autre manière. Il faut prendre le temps de le faire.

27-4

(Recueilli par Thérèse VERNET et Pierre MOREL)

dans teppaz occupée remise en route de la production

Depuis le 17 mars, les travailleurs de Teppaz occupent leur usine, à Craonne, dans la banlieue lyonnaise, pour s'opposer à la fermeture. Teppaz, sur 230 personnes actuellement, c'est 65 % de femmes, 70 % d'OS. Un travailleur sur quatre a moins de 20 ans. Ceux qui avaient préparé le brevet de technicien supérieur au lycée Branly, parce qu'ils s'étaient entendus dire « l'électronique, c'est une branche d'avenir » s'étaient retrouvés OS chez Teppaz et aujourd'hui leur premier emploi se termine par un licenciement.

Déjà, en 1971, l'usine en faillite était rachetée par Fantasia, fournisseur d'habillages pour les électrophones à qui Teppaz devait des millions. Sur 450 travailleurs, 120 seulement étaient repris. Pour ceux-là, c'est le salaire au SMIG, les horaires interminables, la répression puis la mise sur pied du travail en équipe au moment où une commande du Reader's Digest couvre le quart de la production annuelle, sur chacun de ces appareils Teppaz fait... une perte de 10 % ; il reste de nombreux points obscurs dans la comptabilité de Teppaz et ses liens avec Fantasia. Résultat : le 17 décembre, une nouvelle faillite de 600 millions. Après 3 mois « d'administration provisoire », le syndic licencie tous les travailleurs. Les travailleurs ne veulent pas faire les frais de ces « opérations » ; ils décident d'occuper pour maintenir leur emploi à Teppaz.

**• DEBROUILLEZ-VOUS
TOUT SEULS •**

C'est ce que répond actuellement aux travailleurs de Teppaz la préfecture qui appuie le projet de création d'une « coopérative ouvrière ». Cette « initiative » appartient aux cadres supérieurs. A la maîtrise, les travailleurs avaient laissé le choix : « Vous êtes avec nous, ou contre nous ». S'étant prononcés contre l'occupation, les anciens cadres et chefs ont été mis à la porte par le Comité d'occupation. Alors que pendant 3 ans, seule existait une section CFDT, une fois l'usine occupée, les cadres ont créé une section FO, espérant donner une allure « syndicale » à leur opération « coopérative ouvrière ». Mais les travailleurs ne veulent pas entendre parler de cette histoire : « Les pouvoirs publics espèrent se débarrasser d'un problème gênant en nous le mettant sur le dos ». Le projet, sous couvert de « sauvegarder l'emploi », vise non seulement à drainer l'argent des travailleurs pour constituer un capital, mais aussi à licencier 130 travail-

leurs ! Ce projet ne reprend que 89 personnes pour le premier mois, plus 10 le mois suivant. Et cela comprend 35 cadres et chefs, soit la quasi-totalité d'entre eux ! Une raison supplémentaire pour les travailleurs de se méfier de cette « coopérative ouvrière », c'est que ses plus ardents défenseurs sont précisément ceux contre lesquels ils ont eu à se battre depuis 3 ans.

TEPPAZ VIVRA !

Dès le premier jour de l'occupation, les travailleurs ont décidé de se battre jusqu'au bout pour conserver l'emploi de tous. Diverses commissions se sont mises en place : popularisation, animation intérieure, finances, sociale, contrôle (pour assurer la sécurité de l'usine), information (pour nouer des contacts suivis et étroits au sein des travailleurs de Teppaz). Ayant remis en marche la cantine, ils prennent contact avec des paysans des alentours pour assurer son approvisionnement.

Luttant pour le maintien de l'emploi pour tous, ils exigent aussi notamment la reconnaissance pour chaque travailleur de sa qualification, un salaire minimum de 1 700 F, le maintien des avantages acquis, le 13^e mois pour tous.

Ayant eux-mêmes engagé la popularisation de leur lutte en direction des usines les plus importantes de Lyon et sur les marchés, ayant organisé des collectes, les travailleurs de Teppaz ont impulsé la création d'un Comité de soutien, auquel le Parti participe, et qui regroupait lors de sa réunion constitutive 80 personnes, dont des syndicalistes et des paysans.

**LA REMISE EN ROUTE
DE LA PRODUCTION**

Cette idée trotait déjà depuis quelque temps ; ils l'ont décidée lundi 21 en assemblée générale, ayant eu connaissance de la lutte d'Everwear. Vendredi 26, la production des électrophones reprenait. Montrant qu'ils peuvent travailler sans les cadres, les ouvriers de Teppaz veulent surtout marquer clairement leur volonté de lutte pour leur emploi, comme les Lip qui ont fait la preuve que c'est possible de gagner. Ils entendent opérer des ventes sauvages ponctuelles, à la porte d'usines, lors de manifestations. La première vente avait lieu à l'occasion de la journée « portes ouvertes » de dimanche dernier. Cette journée a révélé une mobilisation exceptionnelle et le soutien qui se développe à la lutte de Teppaz des travailleurs de Lyon.

Fabien VAUDOIT.

prison clandestine pour les immigrés à marseille

« Il n'y a rien d'illégal là-dedans... », a déclaré un responsable de la Préfecture de Police de Marseille. Bien sûr, que 3 229 immigrés (chiffre de M. Poniatowski) aient été « hébergés » au « Centre de transit » d'Arcenc (dans le port de Marseille) avant d'être embarqués destination Alger, ce n'est pas illégal : tout l'arsenal de lois de la bourgeoisie contre les travailleurs immigrés est là pour ça.

Voilà qui met à nu le soi-disant libéralisme de Giscard :

— à grand renfort de publicité, il annonçait il y a quelques mois « l'abrogation de la Circulaire Fontanet »... Résultat : des dizaines de travailleurs immigrés « disparaissent » chaque semaine. Où ? Dans un hangar du port de Marseille, véritable prison clandestine, où les travailleurs s'entassent sans chauffage, sans eau, mais officiellement, c'est un « centre d'hébergement » ou de « transit » ! Et M. Poniatowski, devant les preuves de l'existence de ce centre, reconnaît ce qui maintenant ne peut plus être caché : les expulsions massives de travailleurs « pas en règle »... ou simplement dont les idées ne plaisent pas à leur gouvernement ;

— il y a un mois, Giscard paraissait à Marseille, serrait la main des immigrés d'un bidonville ; il y a 15 jours, c'était le bain de foule en Algérie, les grandes déclarations anti-racistes ! Pendant ce temps-là, la police convoquait Mohamed Cherif (qui a sa carte de résident) et, sans autre jugement, l'envoyait rejoindre ses compagnons d'expulsion au Centre d'Arcenc. Pendant ce temps-là, le jeune Bennis, libéré de prison, « disparaissait » sous les yeux de ses parents. Pendant que Giscard cause au coin du feu, son bras droit, Poniatowski, se charge d'assurer « des conditions de vie plus justes et plus humaines » aux immigrés : en les enlevant de force, en les parquant, en les expulsant.

**SUPPRESSION DE LA PRISON CLANDESTINE DE MARSEILLE !
NON AUX EXPULSIONS !**

SEINE-ST-DENIS : 40 000 CHOMEURS

reportage de Pierre MOREL

La Seine-Saint-Denis, c'est la banlieue Nord-Est de Paris, la banlieue ouvrière avec ses usines et ses cités-dortoirs. De superficie réduite, le 93^e département français compte aujourd'hui près d'un million et demi d'habitants, ce qui lui donne une densité moyenne de 5 320 habitants au km², soit plus de 58 fois la moyenne nationale. Ici, le HLM est la règle, rien à voir avec les somptueux immeubles de la banlieue Ouest et les avenues bordées d'arbres de Neuilly. Avec plus de 50 % d'ouvriers, selon les chiffres officiels, avec 90 usines de plus de 500 travailleurs, soit deux fois plus de grandes entreprises que la moyenne nationale, la Seine-Saint-Denis est un des départements les plus industriels. Ses activités principales : transformation des métaux, mécanique, construction électrique et électronique, chimie... C'est aussi un de plus jeunes puisque 41 % des habitants ont moins de 24 ans.

Un département ouvrier, un département jeune, autant d'éléments qui contribuent à en faire un des plus touchés par le chômage.

23 000 demandes d'emploi non satisfaites officiellement recensées en mars, 2 000 travailleurs mis en retraite anticipée, des milliers de jeunes non inscrits, des milliers d'intérimaires, le chiffre de 40 000 chômeurs totaux avancés par les syndicats n'est certainement pas surestimé. A la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bobigny, on déclare volontiers que « la situation de l'emploi continue de se détériorer... » C'est qu'en 1974, 75 entreprises ont fermé, 133 ont connu des « baisses d'activité importantes » et que plus de 5 000 travailleurs ont été licenciés « pour raisons économiques ».

Depuis janvier, la liste des fermetures s'est allongée et, aujourd'hui, des menaces de licenciements pèsent chez Dentzer, Bertholet, Bendix, Procol, Areso...

Parallèlement, le nombre de chômeurs partiels n'a cessé d'augmenter, chaque jour de nouvelles mesures de réduction d'horaires sont prises et s'il n'est pas possible d'évaluer précisément le nombre d'heures perdues, on peut, par contre, dresser la liste des usines concernées : Cazeneuve, Areso, Sonolor, Dentzer, Procol, Pigmy... quelques noms parmi des dizaines d'autres.

Telle est rapidement brossée, la carte du chômage en Seine-Saint-Denis. Face à cette situation, quelles sont les luttes que les travailleurs mènent, quelles difficultés rencontrent-ils dans celles-ci ? Ces questions, nous les avons posées dans les files de chômeurs aux Agences pour l'emploi, à la sortie des usines, au porte-à-porte... Entre cet électricien interviewé alors

qu'il pointait à l'agence Saint-Denis, ancien P3, résigné à se reconverter, et ces travailleurs de Béguin qui refusent le chômage partiel et qui sont en grève depuis plus d'une semaine, combien d'obstacles à surmonter, de chemin à parcourir.

*

8 heures, devant l'Agence pour l'emploi d'Aubervilliers, comme chaque matin la file de chômeurs se forme.

« J'ai été licencié pour décentralisation industrielle, je faisais de la reliure industrielle... » C'est un travailleur du Livre, syndiqué à la CGT, qui parle : « Il y a trois mois, il y avait vraiment une ambiance de peur ; alors, ce qu'on nous a dit au syndicat, c'est qu'il fallait sauver les meubles, accepter les reclassements. En fait, il n'y en a eu que quelques-uns de reclassés et aujourd'hui la plupart sont en chômage comme moi... C'est un peu comme à Néogravure, il y en a eu pas mal à rester dehors... »



Montreuil : manifestation contre le chômage des travailleurs d'EE.

Et Renault ? « Cela a été difficile, mais important, pas tant pour le résultat mais pour le combat qu'ils ont mené dans le moment où on est. Il n'y a que par la lutte qu'on aura quelque chose... Nous, maintenant, on est dispersé... Il ne suffit pas de dire que le chômage c'est la faute aux capitalistes, si on fait rien contre... »

Des discussions comme celle-là, nous en aurons plusieurs. Cette sténo qui trouve sa place occupée en revenant de congés de maternité, ce maçon de 62 ans à qui on dit tantôt qu'il faut qu'il cherche du travail, tantôt qu'il va être mis en pré-retraite... Tous affirmeront la nécessité de lutter contre le chômage : « C'est dans l'usine qu'on aurait dû lutter, maintenant on est dispersé... » Et lorsque nous parlons des Comités de lutte contre le chômage, que notre Parti appelle à constituer, nombreux sont ceux qui, comme ces jeunes chômeurs de Drancy (voir article), poseront des questions sur notre journal, sur notre Parti.

Comme cette femme, membre du P-C-F, rencontrée lors d'un porte-à-porte dans les « 4000 » à La Courneuve, qui, tout en gardant des illusions sur la possibilité de mener la lutte à l'intérieur du parti révisionniste, sera d'accord avec nous pour dire que son parti porte une lourde responsabilité à Renault et dira qu'elle n'approuve ni l'alliance avec les gaullistes ou les PME, ni Mitterrand, ni les attaques contre la Chine. Quant au Programme Commun, on ne peut pas dire qu'il soulève l'enthousiasme.

Lors de la manifestation contre le chômage de vendredi, à Montreuil, où étaient présentes de nombreuses délégations d'usines en lutte, Triton, Dentzer, Européenne d'Entreprise, la Satam où les tra-

vailleurs viennent de faire échec au 114 licenciements, les quelques tentatives pour lancer un mot d'ordre de soutien à ce programme furent sans écho et les mots d'ordre qui dominaient étaient : « Non aux licenciements », pas question de « reclassements » comme continue de le demander la direction de la CGT, « 1 700 F pour tous », lançaient les travailleurs de Béguin, et non 1 500 F comme le demande aujourd'hui le Programme Commun. « Réduction des cadences », scandaient les travailleurs de Kréma-Hollywood, « Tout est à nous, rien n'est à eux », entonnaient les ouvriers de Grandin... Autant de mots d'ordre qui ne seront pas repris dans le meeting qui clôturera la manifestation, c'est que les dirigeants de l'UD-CGT n'avaient aucune autre perspective à proposer que le Programme Commun et que ces mots d'ordre sont, précisément, en contradiction avec ce programme.

*

Alors que depuis des mois la bourgeoisie fait du chantage au chômage, son moyen principal pour empêcher les travailleurs d'entrer en lutte, aujourd'hui, dans de nombreuses usines, les travailleurs refusent ce chantage et partent en lutte sur leurs véritables revendications. « On n'a rien à attendre d'une relance de la production », nous disait un chômeur. Alors que la bourgeoisie entend faire du chômage une fatalité, voire une nécessité, les travailleurs que nous avons interviewés posent concrètement la question : « Comment lutter contre le chômage ? » ou encore : « Une société sans chômage, est-ce possible ? ». Autant de questions qui traduisent le refus, par les travailleurs, de la politique de crise de la bourgeoisie, le refus de la vieille société capitaliste.

BEGUIN-LA COURNEUVE non aux réductions d'horaire pas de salaires inférieurs à 1 700 F

A quelques centaines de mètres de Râteau, à la Courneuve, l'usine des « Aciers Béguin » emploie 450 travailleurs environ, en majorité immigrés. Depuis neuf jours, ils sont en grève.

Midi, c'est la sortie de la cantine, les travailleurs discutent par petits groupes devant l'usine.

« Ce qui s'est passé, c'est que le patron a réduit les horaires d'une demi-heure par jour ; nous, on n'était pas contre le fait de travailler 40 heures au lieu de 45, seulement on veut être payé pareil. Ici, il y a des gars qui gagnent tout juste 1 200 F, qu'est-ce qu'il va leur rester si on leur enlève 5 heures ? Alors, on est allé trouver le patron pour lui dire d'accord pour 40 heures, mais sans diminution de salaire... Il n'a même pas voulu nous recevoir... On n'avait pas le choix, alors on n'a pas hésité : on s'est mis en grève. »

Maintenant, c'est plusieurs dizaines de travailleurs qui sont autour de nous et qui répondent à nos questions. Une ouvrière arrive une feuille à la main : c'est la liste des revendications qu'elle lit alors devant notre micro :

— Paiement intégral des heures perdues dû au retour aux 40 h.
— Pas de salaires inférieurs à 1 700 F.

— Suppression des écarts de salaires par catégorie.
— 15 jours de congés en plus pour les immigrés.
— Le 13^e mois pour tous.
— Paiement des heures de grève.

« Ce qu'on veut, c'est qu'il augmente les bas salaires, intervient un travailleur algérien, entre le manœuvre et l'OS, il y a près de 300 F d'écart, tout ça pour le même travail, c'est pas normal. C'est comme le 13^e mois, il faut trois ans d'ancienneté pour le toucher et, de toute façon, il se débrouille toujours pour pas le verser... La participation, c'est pareil : tu touches 200 F au bout de six ans... »

Giscard ayant parlé l'avant-veille à la télévision, nous les interrogeons sur ce qu'ils pensent de ses propositions contre le chômage.

« C'est comme le patron, en fait, il nous menace de fermer l'usine, il envoie ses contremaîtres pour décourager les gars, les empêcher de faire grève... Giscard, c'est le même baratin : « Tenez-vous tranquille, sinon on va à la catastrophe... » Nous ce qu'on pense, c'est qu'il n'y a pas de période pour mener une grève, quand les gars sont décidés, on y va, il n'y a pas à regarder si il y a une crise ou non. Est-ce que c'est notre faute s'il y a une crise ? »

« Il y a encore quelques filles

dans l'usine qui n'ont pas compris ça, coupe une ouvrière portugaise, les chefs font pression sur elles, les menacent de chômage si elles font grève, il va falloir discuter avec elles pour leur faire comprendre. »

« Giscard, c'est du chiqué, moi quand j'ai débarqué à Marseille, personne ne s'est occupé de moi, il peut toujours aller en Algérie, nous ici on sait qu'on ne peut compter que sur nous-mêmes... Ce qu'il faut dire, c'est que dans l'usine on est tous solidaires, Portugais, Italiens, Français ou Algériens, ça c'est important. »

Comment la lutte est-elle organisée, popularisée ?

« Au départ, il n'y avait pas de syndicat dans l'usine, mais dès qu'on est rentré en lutte, on a vite vu que pour discuter face au patron, il fallait être organisé, étudier les lois, alors on a monté une section CGT. On se réunit chaque matin et on va préparer des actions pour faire connaître notre lutte. »

La lutte des travailleurs de Béguin montre qu'aujourd'hui il est possible de lutter contre le chômage partiel, qu'il est possible de mettre en échec le chantage au chômage, le chantage à la crise.

SOUTENONS ET POPULARISONS L'AGITEMENT LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE BEGUIN. Le 26/4

DRANCY des jeunes chômeurs témoignent

Marc : « Je travaillais comme manutentionnaire dans une boîte de transport. Le chef me propose de passer magasinier, d'avoir un travail plus qualifié... Ce qu'il ne disait pas c'était qu'au lieu de faire 43 heures, les magasiniers n'en font que 40, si bien qu'en étant plus payé à l'heure, en fait à la fin du mois tu touches la même paye mais tu as les primes en moins... De toutes façons, cela n'a pas duré longtemps, au bout de deux mois il me mettait à la porte. Seulement, il a profité que je ne connaissais pas les lois pour me licencier sans indemnités : il m'a fait signer une lettre comme quoi je demandais mon compte, comme si c'était moi qui démissionnais et non lui qui me licenciait... Tous les moyens sont bons. »

Louis : « Moi j'étais apprenti boucher, mais en fait je n'avais aucun contrat et au bout de 6 mois j'ai appris que j'étais même pas déclaré, si bien que quand le patron m'a viré je n'ai rien pu faire non plus... »

Henri : « Du travail on en cherche, mais quand tu es allé dix fois à l'agence, que tu as fait la queue... tout ça pour rien, tu n'as plus envie d'y retourner... L'intérim, c'est pareil, ils ne te proposent que des boulots de manutentionnaires, mais même ça tu n'en trouves plus. Alors, qu'est-ce qui se passe ? Tu te débrouilles comme tu peux, souvent tu as les parents sur le dos, les flics qui n'arrêtent pas de te contrôler... »

Pour ces jeunes que nous avons interviewés, l'espoir de trouver un emploi est maigre, avec ou sans CAP, il n'y a pratiquement aucune embauche sur Drancy, quel que soit le travail ; car, contrairement à l'idée répandue par la bourgeoisie, ces jeunes sont prêts à accepter n'importe quel emploi plutôt que de rester chômeurs. Aussi, lorsque nous parlons de la campagne de notre Parti contre le chômage, des comités de lutte qui se créent, les rôles s'inversent, c'est à nous de répondre aux questions. « Faut-il se syndiquer ? » « Est-ce qu'on va vers un nouveau Mai 68 ? » ; « Quel est le travail que font les militants du PCR, comment sont-ils organisés ? » ; « Est-ce que c'est possible une société sans chômeurs ? » Autant de questions qui traduisent une volonté profonde de changer de société, même si elle s'exprime encore de manière souvent confuse. Pour ces jeunes chômeurs, le choix apparaissait plus clairement : ou bien continuer à essayer de se débrouiller individuellement, ou au sein d'un petit groupe en vivant d'expédients, ou bien s'organiser pour la lutte, préparer dès aujourd'hui la révolution à laquelle ils aspirent.

**pour que paraisse en
septembre 75
un quotidien communiste
je souscris dès aujourd'hui
un abonnement à :**

**FRONT
ROUGE
QUOTIDIEN**

1 an	3 mois	Nom
250 F	80 F	Prénom
		Profession
6 mois	1 mois	Adresse
150 F	30 F	

Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à
F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

Giscard au coin du feu : UNE "RELANCE" QUI N'ENTAME PAS LE CHOMAGE

Au moment où Giscard prononçait sa première allocution de printemps, la situation économique était assez bien décrite par Michel Jobert : « Toutes les courbes sont en chute libre, profonde et rapide, sauf celles concernant les prix et le chômage, qui continuent leur ascension ». Cette ascension (1 200 000 chômeurs aujourd'hui) doit se poursuivre du fait de l'arrivée massive de jeunes sur le marché de l'emploi au second semestre de cette année ; de plus, le patronat s'apprête à licencier du personnel sous-employé : Ferry, le vice-président du CNPF, déclarait le 17 avril que « les entreprises ne pourront se contenter de mettre indéfiniment les ouvriers en chômage partiel ». Giscard a vraisemblablement retenu un autre aspect du problème : les investissements doivent chuter cette année de 3 ou 4 % (— 20 % dans le secteur produisant des biens de consommation, 0 % dans les secteurs des biens intermédiaires, + 4 % dans le secteur d'équipement). 13 % seulement des entreprises tournent à pleine capacité ; aussi son programme consiste-t-il à empêcher un effondrement généralisé des investissements, qui pourrait déboucher sur une situation incontrôlable. Ce faisant, il ne perd pas de vue les deux pôles essentiels de sa politique : effectuer un redéploiement de l'industrie en direction de marchés extérieurs appétissants et ralentir l'inflation.

Il n'est pas nécessaire de rappeler les mesures décidées par Giscard. Une semaine avant, le CNPF en avait donné le détail : Ferry demandait le 17 avril « une baisse sensible de taux d'intérêts emprunteurs... des encouragements fiscaux aux investissements... une majoration des prêts du FDES... une modification des règles de paiement de la TVA... des efforts particuliers pour certains secteurs » dont « les télécommunications ».

Tout cela a pour but de relancer les investissements : cet objectif est « a priori » absurde puisque 83 % des entreprises

tourment au ralenti. Le matériel existant permettrait d'augmenter facilement la production. Mais peu importe, ce capital restera en jachère et les machines pourront rouiller : le capitalisme a toujours été indifférent au gaspillage d'énormes forces productives : les investissements prévus sont destinés à créer des capacités de production adaptées à la conquête de marchés nouveaux. Par exemple, Giscard veut faire du téléphone un secteur exportateur, à l'instar de l'automobile et pour ce faire, il ne lésine pas : près du tiers des crédits dégagés dans le cadre des mesures du 23 avril lui sont consacrés. Il faut faire deux remarques à ce sujet : le patronat a curieusement anticipé les décisions de Giscard : Thomson vient de signer un accord avec la firme canadienne Northern Electric pour fournir du matériel téléphonique en France et à l'étranger ; Ambroise Roux, PDG de la firme rivale, la CGE, quant à lui, revient d'un voyage en Afrique du Sud où il a signé de nombreux contrats de fourniture de matériel téléphonique : c'est dire l'étroitesse des rapports entre le patronat et l'Elysée.

Avec ce plan, Giscard est tout à fait fidèle à lui-même : lors de la fusion Citroën-Peugeot, on avait surtout vu une opération destinée à sauver une grosse firme de la faillite ; on a moins souligné que cette opération s'est accompagnée, dans la logique du Programme Commun, de la nationalisation de Berliet et de la constitution d'un gros producteur de poids lourds, bien d'équipement qui, comme le téléphone, se vend bien sur les marchés internationaux. Giscard continue de parrainer le fameux redéploiement.

Bien qu'il ait mis entre parenthèses la perception de la « Serisette » (taxe destinée à faire aux patrons la police des salaires), Giscard n'a pas perdu de vue le second principe de sa politique : ralentir l'inflation pour l'aligner sur celle des principaux pays concurrents. L'inflation a plusieurs causes (surprofits des secteurs monopolistes, perception par le fisc d'abondantes recettes

mises à la disposition des trusts, augmentation du prix des approvisionnements à l'étranger, répercussion sur les consommateurs des augmentations de salaires arrachées par les travailleurs, etc.). En un peu plus d'un an, l'Occident capitaliste a plus que doublé le nombre des chômeurs (de 7 à 15 millions) pour ralentir de 5 à 6 % l'augmentation des prix. Avec le « plan Fourcade » de juillet dernier, Giscard a fait de même. Il était naïf d'attendre de lui des mesures de résorption du chômage : avec au moins 1,5 million de chômeurs totaux et un nombre indéterminé de chômeurs partiels, Giscard, par une politique délibérée, obtiendra fin 75 un magnifique résultat : 10 % de hausse des prix au lieu de 17 % l'an passé (selon les statistiques officielles). Cela ne veut pas dire que Giscard n'ait pas de politique du chômage : il en a une. Elle consiste à neutraliser l'indignation des chômeurs, à annihiler leur force politique : il veut les diviser entre eux (division par exemple entre ceux qui ont droit à la soi-disant indemnité de 90 % et ceux qui n'y ont pas droit) : il veut les couper de leurs camarades qui ont encore du travail en faisant planer partout la menace des licenciements : il veut les décourager de chercher

du travail (en multipliant les stages en soi-disant apprentissage pour les jeunes, en incitant les femmes à rester à la maison) : enfin, il veut les diviser géographiquement en les saupoudrant sur le territoire pour éviter de trop grosses concentrations de sans travail à un même endroit ; c'est pour cela qu'il a participé au sauvetage de certaines entreprises en province.

Aussi contre la politique réactionnaire de Giscard, nous devons développer une politique révolutionnaire et former partout des Comités de lutte contre le chômage, qui unissent les non-chômeurs et les chômeurs, les travailleurs des villes et de la campagne, toutes les couches du peuple menacées à des degrés divers par le chômage et ses effets. Quant à Giscard, il devrait méditer un instant le conseil que lui souffle son compère Ceyrac et que nous prenons à notre compte, à notre manière : « Il faut être très attentif aux tensions qui s'accumulent dans l'ombre, comme des nappes de grisou dans les galeries profondes... dans notre société où il y a beaucoup de gens qui se promènent avec des allumettes ».

André POMMIER



Les luttes engagées prouvent que les travailleurs refusent de faire les frais de la « relance ».

les luttes et la "santé" de l'économie française vues par le P«C»F

Aujourd'hui, le P « C » F explique qu'on peut trouver en même temps la solution aux difficultés de la bourgeoisie et à celles des masses qui subissent sa politique de crise.

Marchais dit aux travailleurs : « En luttant pour vos revendications, vous luttez pour la santé de l'économie française ». La révisionniste Yvonne Quilès, qui parle comme Fourcade, déclare : « Le progrès social n'est pas uniquement la conséquence du progrès économique, il en est aussi le moteur. Rappelez-vous 68 ». Cette théorie de collaboration de classes n'est en fait qu'une variante de ce que nous sert Giscard quand il prétend qu'il ne peut y avoir d'amélioration de la vie des masses sans l'expansion capitaliste, c'est-à-dire qu'il faut tout sacrifier au progrès du taux de croissance des profits.

De même, à Renault, à en croire les révisionnistes, les ouvriers finissent par se battre pour que la Régie batte Citroën ou Volkswagen et Fiat dans le monde.

Mais les travailleurs dans tout cela ? Qu'ils soient de Renault ou de Citroën, de l'Italie ou de la France capitalistes, ils ont pour but supérieur de renverser leur bourgeoisie,

et non de les aider à se maintenir et à se battre pour gagner des marchés.

LES REVENDICATIONS S'ATTAQUENT A LA SANTE DU CAPITALISME

Sous le capitalisme on ne peut concilier l'inconciliable ; on ne peut résoudre la contradiction antagonique entre les besoins des masses et les profits capitalistes. A plus forte raison en période de crise. Il faut donc choisir son camp.

Si les révisionnistes appellent à défendre « l'intérêt national », la « santé de l'économie française », c'est qu'ils ont choisi le leur, celui de la bourgeoisie. Plus d'un patron d'ailleurs défend les mêmes propositions que le P « C » F pour sauver l'économie pourrissante du capitalisme (voir encadré).

Pour maintenir sa domination économique et politique, la bourgeoisie française n'a pas trente-six solutions : elle doit faire payer la crise aux travailleurs. C'est d'autant plus visible aujourd'hui, au moment où elle voit s'amenuiser les surprofits qui lui permettent de corrompre une partie de la classe ouvrière et de s'attacher les classes moyennes.

C'est d'autant plus visible aujourd'hui où l'impérialisme français affronte dans le monde ses concurrents impérialistes, en butte en particulier aux pressions des deux super-puissances. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui où l'immense force du tiers monde se consolide et remet en cause l'exploitation et le pillage néo-colonial.

Dans ces conditions, les revendications de la classe ouvrière se heurtent de plein fouet aux bases mêmes du capitalisme. La classe ouvrière, pour se défendre, ne peut que s'opposer aux solutions de crise mises en œuvre par la bourgeoisie, c'est-à-dire accroître les difficultés économiques et politiques des exploités. Il ne saurait y avoir « d'économie commune » aux deux classes que chacune aurait intérêt à défendre, à redresser. Se battre pour la « santé de l'économie française », c'est en fait aider au renforcement, au redressement de la dictature violente des capitalistes. C'est tout le contraire que veulent les ouvriers.

L'EXEMPLE DE MAI 1968

Les révisionnistes s'emploient à essayer de sauver l'économie française, donnent des conseils aux patrons et leur soi-disant « défense de la classe ouvrière » apparaît comme pure démagogie.

Un exemple les montre sous leur vrai jour : ils ne cessent de citer la période d'après 68 comme une période de prospérité pour les travailleurs, de « progrès social ».

Evidemment, la classe ouvrière a fait reculer les capitalistes grâce au grand mouvement de mai-juin 68, mais les patrons n'eurent de cesse que de rattraper ce qu'ils avaient dû céder.

Voyons, en fait, ce qu'il en a été. On peut recueillir des chiffres approchés significatifs dans les statistiques bourgeoises qui sont pourtant largement truquées. D'abord, de 68 à 70, si la production a augmenté de 14 %, la consommation, elle, n'a augmenté que de 11 %. Bien plus, ce sont les exportations stimulées par la dévaluation qui ont fait un bond de 40 %. Pendant ce temps, les bénéfices des entreprises montaient de 26 % et les impôts de 23 %. Cette « bonne santé » de l'économie n'était donc pas due à l'amélioration des conditions de vie des masses et elle ne l'a entraînée que de façon éphémère et vite oubliée, et à quel prix !

L'économie capitaliste française a été, en effet, en expansion parce que les capitalistes

ont vite rattrapé sur le dos des ouvriers leur recul de Grenelle.

Ainsi, la productivité a augmenté de 8 % en 68, mais le pouvoir d'achat de 6,5 % seulement. Beau progrès social, en effet, quand on sait que les accidents mortels du travail ont augmenté de 10 % cette année-là ! De même, en août 1968, en plein « progrès », il y avait quand même, officiellement 300 000 chômeurs et le coût de la vie n'a cessé de croître.

L'intensification des cadences et de l'exploitation a été particulièrement visible juste après mai-juin. Le nombre d'autos produites, par exemple, a augmenté de 18 % entre octobre 68 et octobre 67, contre 1,8 % l'année précédente ! Ce fut la même chose dans l'ensemble de l'économie puisque la production a augmenté de 13 % pour cette même période contre 2 % seulement l'année d'avant.

On peut voir aussi les conditions vraiment extraordinaires de « progrès social » de cette époque, en comparant l'augmentation du salaire moyen et des bénéfices bruts de quelques entreprises, de 68 à 69 :

	Salaire moyen	Bénéfice brut
DASSAULT	+ 8,4 %	+ 33,3 %
ALSTHOM	+ 10,2 %	+ 40,4 %
THOMSON		
CSF	+ 13,8 %	+ 108,2 %
PENNAROYA	+ 10,4 %	+ 119,2 %
SNIA	+ 11,8 %	+ 28 %
BERLIET	+ 8 %	+ 21,6 %

L'ISSUE REVOLUTIONNAIRE DE LA CRISE

La baliverne démagogique du « progrès social » après 68 ne tient donc pas à l'examen. Cela prouve que dans le système capitaliste, il ne peut y avoir d'amélioration durable des conditions de vie des masses. Revendications et profits, santé des travailleurs et santé de l'économie s'opposent de façon irréductible.

La classe ouvrière ne saurait avoir un intérêt au redressement de l'économie française qui l'exploite violemment. La seule façon d'améliorer de façon durable les conditions de vie, la consommation, c'est de renverser la bourgeoisie et d'instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Paul LEFORT

POUR FAIRE FACE A LA CRISE :

Bidegain d'accord avec le programme commun

On vient d'avoir une nouvelle preuve du caractère « révolutionnaire » des remèdes du P « C » F à la crise, dans un article de M. Bidegain, PDG, membre influent du CNPF (Le Monde, 22/4/75).

Ce patron très actif avait, à l'en croire, « sauvé » l'entreprise Salamander à Romans ; elle vient de fermer ses portes. Il représente le courant « social » du patronat qui prétend utiliser la lutte des classes au profit de la bourgeoisie : les « tensions », dit-il, sont « l'expression de la vie », il ne faut pas les « supprimer », mais les utiliser pour qu'elles deviennent « motrices et fertiles ».

Il y a peu, Krasucki de la CGT, crachait, en vain, sur la lutte des Lip, en prétendant que les Lip tombaient dans les pièges des

« gestionnaires capitalistes », parlent entre autres du même Bidegain qui a joué un rôle dans la négociation à Lip.

Mais, aujourd'hui, les révisionnistes et Bidegain sont, derrière la façade, d'accord sur l'essentiel. Ce PDG propose comme le P « C » F de payer des retraités plutôt que des chômeurs, pour répartir la pénurie sur le dos de la classe ouvrière.

Mieux, il propose la « solidarité nationale » entre exploités et exploités, afin de concilier « le plein emploi et l'équilibre de notre balance commerciale ».

Ce sont exactement les deux objectifs du programme du P « C » F présenté par Marchais à Albertville. Il s'agit pour les deux, Marchais et Bidegain, de sauver le capitalisme en crise.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE : seule la mobilisation des masses imposera des mesures de sécurité

Devant la décision gouvernementale de multiplier les centrales nucléaires : 13 tranches pour les deux ans qui viennent, 200 d'ici à l'an 2000, pour couvrir les besoins énergétiques croissants de l'économie française, les protestations s'amplifient. La bourgeoisie, confrontée au refus croissant des masses, en particulier dans les régions prévues pour l'implantation des centrales, est amenée à développer une contre-propagande, à manœuvrer pour faire accepter son programme.

La question des centrales nucléaires est, en effet, particulièrement importante puisqu'elle touche à la fois à l'indépendance énergétique de la France et à la sécurité des masses non seulement pour l'immédiat, mais aussi pour les décennies à venir. Dans un précédent article (cf. F.R. n° 150), nous avons souligné la gravité des risques résultant du programme nucléaire de la bourgeoisie.

Comme pour de nombreuses autres industries polluantes, il y a des risques immédiats pour la santé des masses et l'environnement ; bien que graves, ces risques ont des conséquences connues et limitées dans le temps. Mais les centrales nucléaires, du fait qu'elles produisent et rejettent des éléments radio-actifs, exposent à des dangers aux conséquences encore mal déterminées et dont les effets risquent d'être durables pendant une longue période et même irréversibles. On rejette actuellement une partie des déchets radio-actifs directement dans la mer : l'usine de la Hague a rejeté 13 700 curies en 1973 (curie : unité de mesure de

radio-activité). Les techniciens de l'EDF prétendent qu'il n'y a pas de risques de concentration et de fixation dans la chaîne alimentaire. Rien n'est moins sûr, puisqu'en Angleterre, à la suite de rejets, on s'est aperçu que du ruthénium 106 (élément radio-actif) s'était fixé sur des algues destinées à la consommation. De nombreux autres phénomènes de ce genre ont pu être constatés ailleurs, montrant que les éléments radio-actifs artificiels peuvent se concentrer en certains points de la chaîne alimentaire notamment sur l'homme, avec pour conséquence une augmentation des cancers, leucémies, et de la naissance d'enfants anormaux. Certains éléments radio-actifs ayant une période très longue (2 400 ans pour le plutonium 239), c'est donc la santé, et les conditions de vie des masses pour des centaines d'années et donc sous la société socialiste future, qui risqueront d'être atteintes.

Les partis de la majorité, comme les responsables de l'EDF et du Commissariat à l'Energie Atomique, nient pratiquement tout danger au développement des centrales nucléaires, mais les luttes des travailleurs des régions concernées par l'installation des centrales, les protestations et le manifeste émanant de scientifiques, les ont obligés à promettre que le débat aurait lieu, que les populations seraient consultées. J.J.S.S., par l'intermédiaire de son journal « L'Express », a profité de l'occasion pour lancer une campagne publicitaire d'envergure, sous le prétexte de donner la parole à ses lecteurs. Tout ceci n'est qu'une mascarade, puisque les décisions sont déjà prises. Par les arguments

qu'ils utilisent pour minimiser les risques de l'électronucléaire, les politiciens bourgeois et les responsables de l'EDF montrent leur mépris pour la santé des masses : le réchauffement des eaux dû à la pollution thermique, favoriserait la pêche, la radio-activité émise par les centrales serait infime comparée à la radio-activité naturelle !...

Un autre argument de la bourgeoisie serait que l'énergie nucléaire permettrait d'assurer l'indépendance énergétique de la France. En fait, l'impérialisme français devant l'impossibilité de poursuivre le pillage du pétrole, s'est rabattu sur le nucléaire, plus rentable dans l'immédiat. Mais ce choix, pas plus que le pétrole ne permet d'assurer l'indépendance énergétique du pays : il repose dans l'immédiat sur la dépendance par rapport aux licences US pour la construction des chaudières. Pour l'approvisionnement en uranium, il suppose le pillage des pays producteurs du tiers monde : Niger et Gabon, car les réserves de la France sont nettement insuffisantes, ou sur la dépendance vis-à-vis des super-puissances pour l'uranium enrichi, combustible utilisé dans les centrales à eau légère et que la France ne peut pas produire actuellement en quantité suffisante.

Les partis de « gauche » font quelques critiques au programme nucléaire de la bourgeoisie, surtout depuis que s'amplifient les différents mouvements de protestation, mais ne le remettent pas fondamentalement en cause. Ils proposent en fait de l'aménager sur deux points : franciser les centrales à eau légère construites sous licence US et na-

tionaliser les trusts qui produisent les réacteurs : Framatome, Creusot-Loire et ceux qui fournissent le combustible nucléaire : Péchiney-Ugine-Kuhlmann.

Ces mesures devraient, à la fois, assurer l'indépendance du nucléaire, et faire prévaloir la sécurité sur le profit.

Pour le P.S. et le P.C.F., la question de la sécurité se réduirait donc à la question des nationalisations et de l'élaboration d'un règlement. C'est pourquoi, ils s'opposent à tout moratoire, demandent seulement que le programme prévu soit freiné. Mais la nationalisation de l'industrie nucléaire et celle du combustible nucléaire, empêcheront-elles les centrales nucléaires d'être dangereuses ? Cette mesure ne permet pas magiquement de résoudre le problème posé par la radio-activité, les déchets nucléaires, etc. Ces questions supposent que d'importantes recherches soient menées. Et non pas seulement le ralentissement du programme nucléaire comme le préconisent le P.S. et le P.C.F. Et surtout, la sécurité ne peut être assurée, pour le nucléaire comme pour les autres industries, sans la mobilisation la plus large des masses : travailleurs des centrales, habitants des sites d'implantation, chercheurs...

Comme ont pu le démontrer l'assassinat des 42 de Liévin et les luttes qui ont été engagées pour la sécurité avec la Commission populaire d'enquête, les nationalisations ne brisent en rien la logique du profit : aux Houillères, comme dans les autres entreprises capitalistes,

ce qui prime, ce n'est pas la sécurité, mais le profit ; le progrès technique a permis d'augmenter le rendement, il n'a pas fait reculer les accidents et les maladies professionnelles, au contraire. Par contre, la vigilance et la lutte des travailleurs ont permis d'obtenir déjà quelques succès : renforcement des mesures de sécurité, respect des règlements. Il ne s'agit pas de demander comme les partis de « gauche » un débat au Parlement, la nationalisation et le ralentissement du programme nucléaire, mais d'élargir la mobilisation des masses, d'y participer activement et de la renforcer pour exiger que toutes les mesures de sécurité soient prises.

C'est pourquoi, nous soutenons les luttes qui commencent à se développer dans ce sens, car elles visent à sauvegarder les conditions de vie des masses d'aujourd'hui, mais aussi la sécurité future de la société socialiste. C'est pourquoi nous soutenons :

— Le mouvement des travailleurs scientifiques, dont plus de 2 000 ont signé un manifeste contre le programme électro-nucléaire.

— La lutte des travailleurs du nucléaire : ceux de la Hague, qui dépendent du CEA (entreprise nationalisée) sont en grève contre leurs conditions de travail qui ne leur permettent pas de respecter les mesures élémentaires de sécurité ;

— Les luttes des habitants des sites choisis par l'EDF pour installer ces centrales : paysans, pêcheurs, ouvriers... de Flamanville, Port-la-Nouvelle, Erdecen, Fessenheim...

Serge LIVET

grève victorieuse de la canne à sucre à la guadeloupe



Ces dernières semaines, à la Guadeloupe, un mouvement important a opposé les travailleurs de la canne à sucre aux capitalistes des usines et aux propriétaires fonciers. Les travailleurs ont dû s'affronter aux patrons qui ont fait appel à des briseurs de grève, à l'administration coloniale qui a envoyé sur les champs et dans les usines des centaines de « képis rouges » armés jusqu'aux dents, ainsi qu'aux révisionnistes et réformistes qui invitaient le préfet à faire démarrer la coupe de la canne par tous les moyens. Face à ces oppositions à leur mouvement revendicatif, les travailleurs agricoles ont tenu bon.

Un élément nouveau est venu renforcer ce mouvement. Alors que jusqu'à maintenant l'église constituait un pilier essentiel du système colonial et de sa politique d'oppression du peuple, une partie non négligeable de celle-ci s'est placée au côté de la lutte. Le 22 mars, notamment, l'abbé du village de Grosse-Montagne entama une grève de la faim.

Le mardi 1^{er} avril, plusieurs centaines de personnes sont rassemblées, comme à l'habitude, dans le village de Grosse-Montagne. Il est 6 heures du matin. Les « képis rouges », plusieurs centaines, sont dans la rue, sur les routes aux environs et dans leur hélicoptère qui tourne en permanence.

Soudain, venant des tortionnaires du colonialisme français, l'ordre de dispersion est donné et suivi aussitôt de la charge. Ils se livrent alors à des atrocités : matraquage systématique des femmes et des enfants, jet de grenades lacrymogènes chez les gens, ordre

donné aux mères de sortir de leurs cases avec leurs enfants... Grosse-Montagne vit un état de siège.

Malgré cette agression scandaleuse, la mobilisation des travailleurs n'a pas cessé ; au contraire, elle a renforcé leur détermination et leur haine de tout l'appareil répressif. Le préfet s'est vu contraint, après avoir essayé tous les moyens de dissuasion, d'entamer des négociations le jeudi 3 avril. Les travailleurs ont pu imposer un certain nombre de concessions et obtenir : 5 % d'augmentation de salaire, l'alignement des salaires agricoles sur les salaires industriels, le paiement aux petits producteurs de 80 % de leur canne à la livraison, l'engagement de poursuivre les négociations pour notamment définir les modalités de l'alignement. Depuis, les capitalistes cherchent, par tous les moyens, à refuser tout autre concession et à entraver l'application de accords.

Un pas important a été franchi par cette lutte dans la mesure où elle a abouti à une victoire malgré, non seulement la répression des forces coloniales, mais aussi l'opposition totale des réformistes et révisionnistes. Dans ce mouvement, les marxistes-léninistes ont joué un rôle important, ce qui met en évidence la nécessité d'édifier un authentique et puissant parti marxiste-léniniste, solidement implanté dans la classe ouvrière et chez les paysans, devenant un pôle autour duquel toutes les couches populaires nationales se rassemblent pour abattre définitivement le colonialisme et conquérir l'indépendance nationale.

(D'après des éléments fournis par un camarade du journal guadeloupéen « KARATA ».)

La mort de Jacques DUCLOS

La vie de Jacques Duclos fait corps avec toute l'histoire du PCF, de la naissance de ce parti en 1920 au P.C.F. tel qu'il existe aujourd'hui. C'est pourquoi sa mort revêt une importance politique particulière pour le P.C.F. qui entend donner à l'enterrement de Duclos un éclat certain.

Membre fondateur du PCF au congrès de Tours, principal dirigeant de l'activité de ce parti pendant la résistance anti-nazis, membre de la direction de ce parti depuis plus de 40 ans, il constituait la charnière, le trait d'union entre deux périodes historiques distincts de l'histoire du PCF.

● La période où le PCF constituait encore un parti révolutionnaire, un parti qui malgré son incapacité à élaborer la théorie de notre révolution, à combattre et détruire les grands courants bourgeois dans le mouvement ouvrier français (l'anarcho-syndicalisme, le parlementarisme) avait su rassembler en son sein les éléments révolutionnaires du prolétariat, avait su mener un certain nombre d'actions révolutionnaires contre la bourgeoisie impérialiste française.

● La période où ce parti dégénère en un parti révisionniste, devient un agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, constitue un obstacle aux aspirations révolutionnaires des masses aujourd'hui.

Le prestige dont pouvait jouir Duclos auprès des travailleurs de notre pays renvoie avant tout à cette première période de l'histoire du PCF, au souvenir qu'en gardent certains vétérans, souvenir que la direction du P.C.F. actuel a su propager, maintenir dans de nouvelles générations de militants par des opérations comme la candidature Duclos aux présidentielles de 1969, ou le récent débat Duclos-Poniatowski au Sénat sur la résistance. On voit dans quel but ! La biographie de Marchais par exemple, volontaire pour aller travailler en Allemagne et fabriquer des armes pour le compte des nazis en pleine guerre de résistance anti-fasciste, ne peut guère être mise en avant pour exalter comme fait le P.C.F. sa permanence pour défendre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Duclos un des derniers chefs historiques du PCF servait justement à cela : maintenir dans le sillage des révisionnistes, ceux, qui tout en s'interrogeant sur la ligne actuelle de ce parti, croyaient que la présence d'un Duclos à la direction garantissait la poursuite des aspects positifs du PCF avant qu'il ne dégénère en un parti révisionniste.

La mort de Duclos contribuera à démasquer la supercherie que constitue ce raisonnement maintes fois encouragé par la direction du P.C.F. Supercherie parce que l'activité de Duclos, ses prises de position..., montrent clairement qu'il a participé activement à l'impulsion de la ligne révisionniste dans ce parti n'hésitant pas à payer de sa personne pour la faire passer. Il a été par exemple lors de la scission du mouvement communiste international, impulsée par les révisionnistes soviétiques, l'un des initiateurs zélés de la chasse aux éléments qui aspiraient au marxisme-léninisme dans le PCF. Il a, lors de la guerre d'Algérie, participé au concert chauvin et réactionnaire contre les patriotes algériens. Il a pendant la campagne présidentielle de 1969, contribué activement à diffuser l'électorisme et les thèses révisionnistes... et on pourrait continuer l'énumération !

Quant au passé de Duclos, dire qu'il s'identifie au passé du PCF c'est dire aussi qu'il s'identifie aux aspects négatifs de l'activité de ce parti, y compris avant qu'il ne dégénère en un parti révisionniste. Associé dès 1931 au noyau de la direction, il participera donc dans l'évolution de ce parti, de la constitution de la ligne révisionniste en son sein, avant même qu'elle ne triomphe définitivement après la mort de Staline en 1953. Cela veut dire par exemple que Duclos dans la résistance était le chef de l'activité héroïque déployée par les communistes, mais c'était aussi celui qui a impulsé une ligne laissant la bourgeoisie exercer son rôle dirigeant dans le front antifasciste ! Cela veut dire surtout que Duclos s'est associé pleinement à la remise des armes des FTP à la bourgeoisie, à la théorie de Thorez de la prise du pouvoir par des moyens pacifiques et parlementaires et laissant la bourgeoisie reconstruire son appareil d'Etat, reconstruire son appareil de production au prix d'une exploitation renforcée de la classe ouvrière ; alors qu'au même moment des ministres PCF participaient au gouvernement ! La ligne révisionniste qui s'est imposée à cette époque-là au sortir de la résistance, a été théorisée par Thorez, avec le soutien actif de Duclos dès cette période.

Combattre le révisionnisme aujourd'hui, c'est aussi en rappeler les origines. La mort de Duclos en réactualisant ce débat auprès des travailleurs influencés par le P.C.F. permet cela. Dépouillée des attributs qui pouvaient encore semer la confusion, la direction révisionniste du P.C.F. apparaît de plus en plus clairement comme un obstacle à la réalisation des aspirations des masses, obstacle qu'il faut balayer. Les hommes de la bourgeoisie, à commencer par Poniatowski, ne s'y sont pas trompés. L'hommage qu'ils ont rendu à Duclos le démontre.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Profession.....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

APRÈS LES ÉLECTIONS, OU VA LE PORTUGAL ?

de nos envoyés spéciaux : Jean Lermet, Monique Chéran, Tobias Engel.

Les résultats des élections à l'Assemblée constituante portugaise ne surprennent personne. Quelles sont les forces qui se sont affrontées au cours d'une campagne dans laquelle les différents partis de la bourgeoisie ont mis en œuvre des moyens énormes, souvent fournis en grande part par les impérialistes et sociaux impérialistes ?

D'une part, le PPD, devenu, depuis la compromission trop ouverte du CDS dans la tentative de coup d'Etat du 11 mars, le principal refuge, sous couvert de « social-démocratie », des vieux fascistes. Ce parti a largement compté pour sa campagne sur les vieux cadres des notables mis en place à l'époque du fascisme. Dans les villages du Nord, où la petite paysannerie prédomine, ses affiches couvraient entièrement les murs, laissant parfois une petite place aux frères jumeaux du CDS, tandis que le P-C-P n'osait guère faire son apparition que sous la forme de sa créature, le « MDP-CDE ». L'église a pesé de tout son poids dans ce sens, avec la déclaration de l'évêque appelant à ne pas voter blanc, et à soutenir les partis qui défendent la religion. C'est les premiers résultats de cette région, qui donnaient parfois 5 000 voix au PPD pour une centaine au P-C-P, qui faisaient hurler de joie les minets rassemblés pour l'occasion à la permanence de ce parti. Cependant, la campagne menée par le MFA pour le vote en blanc des gens qui « n'étaient pas conscients », a permis de creuser l'écart entre le PPD et le PS en enlevant 7 % des voix à la vieille réaction.

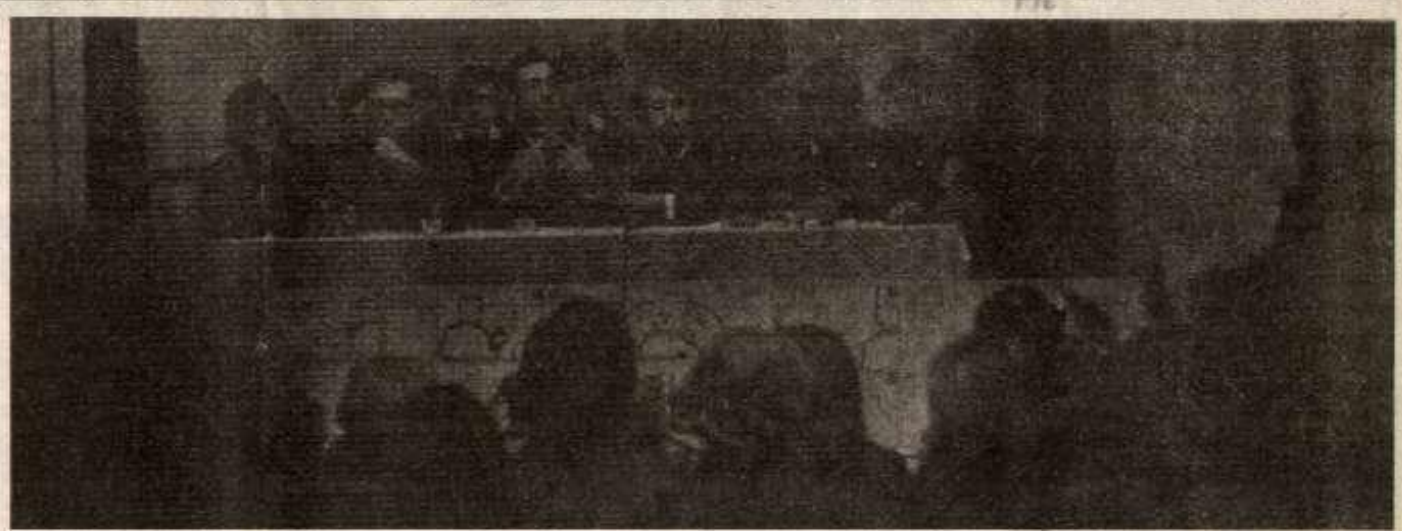
De son côté, le P-C-P, malgré sa campagne monstre menée dans les centres urbains, malgré les centaines de milliers de participants à ses meetings, malgré la tentative pour regrouper les masses en se présentant comme le seul parti vraiment antifasciste, a essuyé un échec. A la base de cet échec, il

y a bien sûr les décennies de mensonges anti-communistes inculqués aux masses par Salazar et Caetano. Mais il y a aussi pour une part, les premières expériences faites par la classe ouvrière de la répression de ses luttes par un parti révisionniste participant au gouvernement, dirigeant les syndicats, tentant de mettre la main sur l'appareil d'Etat et la direction des entreprises : la cellule du P-C-P de la LISNAVE, ouvrière au lendemain du 25 avril, est aujourd'hui largement composée d'ingénieurs et cadres de l'entreprise.

C'est de cette double faiblesse, celle de la réaction liée au fascisme et celle du parti révisionniste, que le PS a profité pour apparaître en vainqueur au soir des élections.

Cette victoire du PS vient une fois de plus remettre en cause l'équilibre politique des forces en présence au Portugal.

En effet, depuis le 25 avril 1974, la crise profonde de la vieille couche monopoliste, entièrement confondue pendant 50 ans avec le fascisme et le colonialisme, liée aux intérêts impérialistes US et européens est apparue au grand jour. La couche d'intellectuels issus de la petite et moyenne bourgeoisie, transformés en officiers pour les besoins de la guerre coloniale, a pris l'initiative d'un processus auquel, dans un premier temps, les monopoles n'ont eu d'autres moyens que de se rallier : la liquidation de la guerre coloniale et du régime fasciste. Au lendemain du 25 avril, on avait ainsi pu voir siéger ensemble à la junte militaire d'une part, les représentants des « capitaines », d'autre part les Spínola et les Palma Carlos. Le P-C-P qui misait ouvertement depuis 1969 sur cette situation et avait organisé dans ce but un travail parmi les officiers, figurait déjà au gouvernement comme garant de la « paix sociale » avec la classe ouvrière. Le PS constitué à la hâte peu avant le coup d'Etat, après une



Une « réunion d'éclaircissement » du MFA dans un village (sur la tribune, le système du vote en bandes dessinées).

tournée de Soarès dans les social-démocraties européennes faisait également son apparition. Les masses populaires faisaient irruption avec les manifestations spontanées du 25 avril, les villages entiers se vidant en un clin d'œil pour se rendre à la ville voisine, la chasse aux agents de la PIDE, les premières grèves pour la satisfaction des revendications ouvrières. Tous les acteurs du jeu qui se poursuivent aujourd'hui étaient en place.

Rapidement, cependant, il devait apparaître que les projets de vieille couche monopoliste et latifundiaire (gros propriétaires terriens) étaient voués à l'échec. Sur le plan extérieur, Spínola refusait « le remplacement pur et simple des structures institutionnelles actuelles par celles des partis révolutionnaires », autrement dit l'indépendance véritable des colonies. Sur le plan intérieur, le même Spínola rejetait le « climat de haine aveugle et d'obstination vindicative à l'égard des responsables des maux du passé » : il prêchait le maintien pour l'essentiel du vieux cadre de l'appareil d'Etat fasciste. Le double projet s'est heurté : d'une part, à la force des mouvements de libération et à l'af-

faiblissement de l'armée portugaise ; d'autre part, à la volonté inlassablement affirmée dans la lutte par les masses portugaises d'en finir totalement avec le passé fasciste. L'action de ces deux forces a rapidement mis fin à l'alliance entre Spínola et les capitaines. Le projet initial de ces derniers, compte tenu du rapport des forces, ne devenait applicable qu'à condition d'une rupture politique avec la vieille couche dirigeante. En trois étapes, trois crises : juillet, septembre et enfin le 11 mars dernier, cette rupture n'a fait que s'aggraver. Dans les deux dernières, les masses sont intervenues directement pour peser dans le rapport des forces et porter des coups à la vieille réaction : en barant les routes à la « majorité silencieuse » le 28 septembre ; en étouffant les parachutistes qui venaient attaquer les casernes RAL (stationnées à Lisbonne) le 11 mars.

Pour les capitaines, désormais isolés sur leur droite, le rôle de la classe ouvrière prenait de plus en plus d'importance ; et par voie de conséquence, le parti révisionniste seul en mesure de garantir qu'elle restait dans les limites de leur projet bourgeois. Le P-C-P a joué à fond cette carte après le 11 mars, étendant son influence chez certains officiers, imposant son alliance à d'autres, accélérant sa pénétration dans l'appareil d'Etat et le gouvernement.

Au terme du 11 mars, trois projets politiques se trouvaient encore en présence au Portugal : celui du parti révisionniste, qui vise à établir un capitalisme d'Etat où l'URSS remplacerait les Etats-Unis et leurs alliés européens. La pression social-impérialiste est, d'ores et déjà, visible au Portugal. Certes, on est loin de l'importance des capitaux US et européens, des bases militaires américaines et allemandes qui sont toujours là. Mais les accords d'échange se multiplient, sur le vin, sur les chaussures. Les journaux, dont un certain nombre sont contrôlés par les révisionnistes, publient de nombreux articles à la gloire de l'URSS et des pays de l'Est. La veille des élections, on apprenait encore que le ministre soviétique du commerce « se montrait compréhensif à l'égard des difficultés économiques du Portugal ».

Ensuite, le projet du PPD, refuge de la vieille droite fasciste dont l'objectif est de sauver des anciens rapports de classe et de l'alliance avec l'impérialisme US, tout ce qui peut être sauvé dans la situation présente et de préparer une situation plus favorable. Et enfin celui du vainqueur des élections, du PS, beaucoup plus flou et contradictoire. Ce parti est dirigé par des éléments de la bourgeoisie libérale, financée par l'impérialisme US, il rassemble dans ses rangs des couches importantes de la petite bourgeoisie, dispose d'une certaine influence dans la classe ouvrière. Son programme même reflète les hésitations propres à la petite et moyenne bourgeoisie : c'est ainsi que d'une part il prétend lutter « pour l'abolition des deux

blocs militaires, contre le condominium des deux super-puissances » et que d'un autre côté, lorsqu'il envisage les investissements étrangers, il affirme tranquillement : « la présence du capital étranger dans les secteurs de base ne doit s'admettre qu'en association directe avec l'Etat » en vue « d'empêcher son identification d'intérêt avec les groupes privés portugais ». C'est toute l'ambition d'une couche qui aspire à se substituer aux vieux monopoles dans la collaboration avec l'impérialisme.

Dans la situation de faiblesse des vieux réactionnaires et de montée du P-C-P dans la dernière période, le PS restait cependant le meilleur atout pour les USA au Portugal. Ces hésitations, ces contradictions de la petite et moyenne bourgeoisie, ce sont celles-là même qu'on retrouve multipliées au sein du MFA, que se disputent révisionnistes, socialistes et même réactionnaires du PPD.

En poussant à la signature du pacte partis-MFA, les révisionnistes espéraient annuler les effets de leur échec prévisible aux élections en maintenant le rapport de forces favorable au sein du MFA. Le sens de leur mot d'ordre « Povo-MFA » est en définitive « P-C-MFA ». Mais voilà qu'aujourd'hui Soarès affirme de son côté (et avant lui des cadres du PS rencontrés avant les élections) : PS-MFA ! Il n'y a là rien d'étonnant. L'équilibre des forces existant dans le MFA avant les élections était loin d'être tranché définitivement en faveur du P-C-P. Les nationalisations faites le montrent : Champalimad (grand monopoliste) et Spínola sont au Brésil, les frères Espírito Santo (banquiers) sont expropriés. La vieille couche monopoliste a pris des coups. Mais pas un cheveu des intérêts impérialistes n'a été touché (on a même été jusqu'à laisser aux Américains les 25 % qu'ils avaient dans Saponota, dont le reste est nationalisé). Ce qui a été appliqué, c'est la partie commune aux programmes du PS et du P-C-. Chacun peut encore espérer imposer son projet sur cette base, et le retour par la bande des monopoles eux-mêmes n'est pas à exclure.

C'est cet équilibre que le résultat des élections vient remettre en cause, portant les germes d'une nouvelle crise. Le P-C-P continuant à jouer de sa capacité à encadrer la classe ouvrière, et comptant sur les hésitations de la petite et moyenne bourgeoisie pour imposer son projet dans les rangs du MFA. Le PS tentant de s'appuyer sur son influence de masse disparate. Et la vieille réaction pouvant encore attendre son heure, en comptant sur ces contradictions et sur la dégradation des conditions de vie des masses, qui se poursuit, pour préparer un nouveau coup.

Face au jeu complexe des super-puissances et des forces de la bourgeoisie, les masses portugaises continueront à affirmer leur refus du retour au passé, leur aspiration à des conditions de vie meilleures, à forger leur conscience de classe dans une atmosphère de discussion politique intense.

la campagne du PS...

Le PS, c'est un parti où les contrastes sont frappants : un parti bourgeois qui, par tous les moyens, essaie de trouver un appui dans les masses, un parti qui se dit marxiste, qui lance le mot d'ordre « ni impérialisme, ni social-impérialisme » et dont la campagne a été largement financée par l'impérialisme US, notamment par social-démocraties européennes interposées (et au PS, on ne s'en cache pas !). En votant pour le PS, beaucoup de gens ont l'impression de voter à gauche. Certains même, déçus par le P-C-P, trouvent dans les affirmations démagogiques du PS un refuge provisoire.

La campagne électorale, le PS l'a menée « à l'américaine ». Il a inondé les places de Lisbonne de gadgets en tous genres : badges, stylos à son insigne, porte-monnaie, verres, fanions, sacs... Grands défilés de voitures assourdissant la ville pendant des journées entières par leurs coups de klaxon. Beaucoup de tapage, beaucoup de matériel.

Dans leurs meetings, les grands de Lisbonne par exemple, on peut constater une influence certaine chez les travailleurs. Pour arriver à cela le PS ne lésine pas sur les drapeaux rouges, sur les poings levés, les attaques contre l'impérialisme. Les leaders, ingénieurs, avocats, comme Soarès, ne craignent pas de s'asseoir directement sur les planches de la tribune au milieu de la cohue des photographes. Si ces cadres roulent en voiture de sport et se retrouvent entre eux après le meeting dans d'agréables maisons de campagne pour fêter leurs succès, il n'ont pas hésité à lever le poing pendant des heures juste avant.

Dans un petit meeting qui rassemblait une centaine de personnes à une vingtaine de kilomètres de Lisbonne, nous avons



pu constater ce contraste frappant. Une vingtaine de personnes, visiblement venues de la ville et le reste de l'assistance composé de paysans et d'ouvriers. A la tribune, un vieux militant socialiste, antifasciste de longue date, emprisonné, torturé et exilé à Rome... Son discours « nous avions Mario Soarès au ministère des Affaires étrangères. C'est lui qui a mené à bien la décolonisation, c'est grâce à son action que la guerre est finie, que les soldats sont rentrés... Au moment de la loi anti-grève, nous avons été le seul parti à s'y opposer en disant que la grève est l'arme la plus précieuse pour la classe ouvrière, que la classe ouvrière sait très bien quand elle peut s'en servir et quand elle ne doit pas s'en servir... Au moment de la discussion sur le syndicat unique, nous avons dit qu'il ne fallait pas un syndicat unique imposé par le sommet, mais une discussion de l'ensemble des travailleurs... C'est nous qui avons proposé les natio-

nalisations ; pour toutes ces raisons nous sommes aujourd'hui le parti le plus fort et tous les autres ont tenté de nous détruire... Prenons l'exemple de ma santé ; voilà ce que nous voulons faire... » Un responsable m'explique discrètement en français : « Nous sommes un peu démagogiques, mais ces gens sont simples et il faut leur parler simplement, on ne peut pas tout leur expliquer, on ne peut pas leur parler de l'ensemble de notre stratégie... »

Après ce discours, quelques questions arrivent par écrit à la Tribune : « Pourquoi n'avez-vous pas appelé à la manifestation du PC pour les nationalisations ? ». Réponse : « Bien sûr, nous soutenons les nationalisations puisque c'est nous qui les avons proposées. Mais comme nous organisons un grand meeting dimanche dans lequel on manifestera ce soutien, il n'était pas utile de mobiliser deux fois les travailleurs ».

D'autres questions sur l'appartenance à l'OTAN : « bien sûr, nous sommes contre les blocs, contre le pacte de Varsovie et contre l'OTAN, mais le Portugal est trop petit pour sortir de l'OTAN ; il est dangereux de modifier l'équilibre actuel, il pourrait y avoir une intervention militaire ». Sur les liens du PS avec la sociale démocratie européenne qui continue l'exploitation de l'homme par l'homme : « la sociale démocratie n'est pas une doctrine politique et c'est pour cela qu'il y a des lignes différentes dans chaque pays... ». Il est clair que les réponses apportées aux masses par le PS sont le signe de ses liens à l'impérialisme, mais pour le moment il a réussi à duper de larges secteurs en jouant sur les points faibles des révisionnistes, mais en se gardant bien d'aller plus avant dans l'explication et les prises de positions.

La suite du reportage de nos envoyés spéciaux sera publiée la semaine prochaine.

VIETNAM, CAMBODGE, LAOS VERS LA VICTOIRE TOTALE

Grégoire CARRAT

suite de la page 1

SOUTIEN RESOLU A LA LUTTE DES PEUPLES D'INDOCHINE

C'est l'application intégrale de ces deux points qui permettra au peuple vietnamien de faire respecter les accords de Paris, de conquérir l'indépendance et la liberté.

Notre Parti appelle à dénoncer la campagne sournoise de la bourgeoisie qui déforme les positions du GRP et du peuple vietnamien. Il appelle à développer

le soutien le plus large et le plus résolu.

Partout dans les entreprises, les écoles, les quartiers, les exigences du peuple vietnamien doivent être popularisées, les manœuvres de l'impérialisme US dénoncées, les immenses victoires des peuples vietnamien et cambodgien exaltées. Jusqu'à la victoire totale, jusqu'à la libération complète du Vietnam, par affiches, bombages, meetings, manifestations, le soutien le plus résolu doit être affirmé.

le 28/4.

Appel du GRP : se soulever pour briser l'appareil de guerre

« Nous nous trouvons actuellement à un moment extrêmement important de la cause de la libération totale du Sud-Vietnam. Le GRP appelle toutes les couches de la population de Saigon, Cholon, Gia Dinh et des autres régions contrôlées encore par l'administration saigonaise à se dresser pour prendre en main leur propre destinée, à lutter sous toutes les formes avec les puissantes forces armées populaires de libération pour briser l'appareil de coercition et de répression de l'administration saigonaise et à réaliser leur droit sacré à l'autodétermination.

« Que les personnes appartenant à la troisième force, réellement animées de patriotisme, se rendent compte à temps du complot diabolique des Etats-Unis et de leurs valets, se rangent du côté du peuple, luttent résolument à ses côtés pour concrétiser à brève échéance avec lui ses intérêts les plus ardents, réduire au maximum ses sacrifices et ses pertes, restaurer la paix, une paix durable dans l'indépendance et la liberté.

« Le gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam appelle les officiers et soldats des différentes armes et spécialités de l'armée saigonaise à quitter rapidement les rangs d'une armée mercenaire au compte de l'impérialisme américain et à passer du côté du peuple pour participer à la lutte révolutionnaire contre l'ennemi du peuple. »

A SON MY, 7 ANS APRÈS LES CRIMES US...

Dans la zone libérée, en appliquant la politique de réconciliation nationale, le peuple vietnamien entreprend la reconstruction du pays. Le correspondant de Gai Phong revient de Son My, le village connu du monde entier où 500 personnes, vieillards, femmes et enfants, avaient été assassinées sous les ordres du lieutenant US Calley, le 16 avril 1968. Calley a été amnistié par Nixon, il a empoché des milliers de dollars pour ses « mémoires » de tortionnaire. Mais son procès a montré que ce crime s'est répété des dizaines de fois au Vietnam, que c'était une politique délibérée de génocide organisée par les Yankees.

« Je suis arrivé au moment où la population était occupée à reconstruire la localité. Les préparatifs ont été faits pour réparer le grand barrage pour permettre l'irrigation, une école était en cours de construction, des dizaines de maisons surgissaient dans l'ancien no man's land.

Mme Thiet, 60 ans, a perdu 5 enfants dans le massacre, deux de ses voisines, chacune 3. Elles m'ont raconté comment, avec d'autres, elles avaient lutté contre les tentatives de l'ennemi de percer la population, de s'approprier les terres, et comment dans les derniers jours, elles avaient participé aux soulèvements populaires pour la prise du pouvoir dans la localité.

Huyn Lai reconstruisait sa maison à son ancien emplacement. Il revenait de Quang Ngai où l'ennemi l'avait obligé de s'installer pendant 7 ans. Il a 8 enfants, les trois aînés se sont engagés dans les forces révolutionnaires. Sa fille, libérée de la prison de Quang Ngai à la libération, était aussitôt repartie au combat.

Partout des témoignages émuants de l'attachement entre la population et les forces révolutionnaires, cet attachement remontait aux jours difficiles de la lutte. J'ai vu des cadres s'affaier tout le jour pour aider les habitants revenus au village, les habitants leur témoignaient une chaleureuse affection.

Nguyen Sam, responsable à l'information, m'apprend que la petite fille qui joue à côté de moi est rescapée du massacre - elle avait été ensevelie sous les cadavres de sa mère et d'autres personnes, ce qui l'avait sauvée.

« Ma femme et deux de mes enfants, dont un bébé de 8 mois, ont été tués ce jour-là », me dit-il d'un ton lourd de chagrin.

Parmi ceux qui construisent l'école, deux frères. L'un est ancien secrétaire communal de l'administration Thieu à Son My, l'autre était agent de police dans un autre district. Tous deux se sont ralliés et sont revenus au village.

« Ma femme, mes 5 enfants et moi avons bénéficié de la clémence et de l'aide du pouvoir révolutionnaire de la population. J'ai construit une maison et je refais actuellement ma vie. Il en est de même pour la famille de mon frère. Maintenant, nous n'aurons rien à craindre et nous nous préoccupons seulement de contribuer à la reconstruction du pays. »

Yankees nazis, hors d'Indochine

A Xuan Loc, les impérialistes yankees ont ordonné aux débris de l'armée fantôme d'utiliser les bombes CBU 135, bombes à dépression qui absorbent tout l'oxygène dans un rayon de 200 mètres, et détruisent toute vie. Ces bombes avaient été expérimentées contre la zone libérée du Cambodge, en février 75. « Des centaines, peut-être des milliers de cadavres gisaient sur une étendue de plusieurs hectares », rapporte l'AFP.

« Ils n'avaient aucune blessure, les morts avaient la bouche largement ouverte et leurs mains étreignaient leur gorge. »

Jusqu'au bout, l'impérialisme US poursuivra sa politique de « tout détruire, tout massacrer ». Ces nouveaux crimes soulèvent une haine encore plus grande du peuple vietnamien contre l'agresseur, et aiguise encore sa volonté de vaincre pour connaître la paix.

PHNOM PENH : le peuple fête la victoire



Les défenseurs du monde libre qui, hier encore, se taisaient sur les bombardements US au Cambodge, qui ignoraient ces faits prouvés de l'utilisation par l'aviation américano-fantôme de bombes asphyxiantes sur la zone libérée, ceux-là même fabriquent une information de toutes pièces pour accréditer l'idée qu'une sanglante « épuration » est en cours à Phnom-Penh. Comme tout le monde, ils ne disposent d'aucune information directe en provenance de Phnom-Penh ; leurs sources sont des rumeurs, la plupart du temps colportées par la CIA ; comme cette radio prétendument du FUNK qui annonçait des

exécutions massives : il a suffi de quelques jours pour que la supercherie soit dévoilée : cette radio était l'œuvre de la CIA et émettait à partir de la Thaïlande. Ce qui n'a pas empêché « L'Aurore » de fournir ces mensonges en guise d'informations et la télévision de ne pas démentir les informations qu'elle y avait puisées.

Ce flot de calomnies tente de mettre à profit l'interruption des liaisons avec le Cambodge pour faire oublier la réalité : dès l'entrée des forces populaires dans la ville les Phnom-penhais sont venus massivement au-devant d'elles. Une

extraordinaire fête de toute la population a salué la libération de Phnom-Penh. En ce moment même, le peuple cambodgien, après s'être recueilli plusieurs jours pour honorer la mémoire des héroïques combattants qui ont donné leur vie pour la libération du pays, organise dans tout le pays de grandes fêtes, les fêtes d'un peuple qui a conquis son indépendance et entreprend la construction de son pays.

Le GRUNK a déjà décidé des baisses massives des prix du riz, du porc, du bœuf, une réévaluation du riel de 120 % qui accroîtra d'autant le pouvoir d'achat des masses.

Ce flot de mensonges hystériques vise à déformer la politique qui a toujours été celle du FUNK et du GRUNK, réaffirmée lors du 2^e Congrès National du Cambodge, les 24 et 25 février 1975 :

« Quant aux fonctionnaires, officiers et soldats, officiers et agents de toutes les polices, gardes d'autodéfense, membres de toutes les organisations militaires et paramilitaires, hommes politiques et autres personnalités, membres de divers organismes du régime félon, le Congrès National déclare que ces compatriotes peuvent rallier le FUNK, la nation et le peuple du Cambodge dès lors qu'ils cessent toutes activités au service des sept traîtres et toute collaboration avec eux. »

5^e anniversaire de la conférence des 3 peuples d'Indochine 5 années de victoires de la guerre du peuple !

« Les peuples d'Indochine luttent pour une cause juste, ils ont une ligne juste, ils sont animés d'une détermination inébranlable, ils ont forgé une solidarité indestructible, par ailleurs, ils possèdent des forces plus considérables et bénéficient d'une sympathie et d'un soutien plus vigoureux que jamais de la part des peuples du monde... ils remporteront infailliblement la victoire totale », affirmait la Conférence au sommet des trois peuples indochinois les 24 et 25 avril 1970.

La Conférence au sommet des trois peuples indochinois s'est tenue au lendemain de l'agression US contre le Cambodge. L'impérialisme US tentait de dresser les uns contre les autres les peuples d'Indochine ; Lon Nol organisait des massacres de Vietnamiens au Cambodge, les troupes de Saigon pillaient et massacraient au Cambodge. Dans le fol espoir de dominer l'Indochine, malgré ses défaites au Vietnam, d'isoler le peuple vietnamien des autres peuples indochinois, l'impérialisme US étendait la guerre à toute l'Indochine.

La Conférence au sommet était la ferme riposte des peuples indochinois : face à l'agression et aux tentatives de division, les trois peuples scellaient leur unité dans leur

volonté commune de chasser l'impérialisme US hors d'Indochine, là où l'impérialisme US avait concentré des forces gigantesques, l'une des pièces maîtresses de sa domination en Asie du Sud-Est et dans le monde.

Cinq ans plus tard, l'ambassadeur US s'est enfui de Phnom-Penh ; même s'ils tentent de s'accrocher au Vietnam, les Yankees doivent quitter précipitamment Saigon.

Cinq ans plus tard, la victoire, là voilà : le peuple cambodgien a chassé l'agresseur, le peuple vietnamien le poursuit dans ses derniers retranchements, le peuple lao fera de même.

« Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays », affirmait Mao Tse Toung, le 20 mai 1970.

Cette loi de l'histoire est confirmée par l'éclatante victoire des peuples indochinois. Les peuples du monde entier y reconnaissent un exemple héroïque pour leur lutte contre l'hégémonie, le pillage impérialiste. Jamais, l'impérialisme, même contraint à des reculs im-

portants, n'accordera de son plein gré l'indépendance. Pas d'indépendance réelle, pas de souveraineté entière, sans une puissante mobilisation de tout le peuple pour chasser les impérialistes, sans une puissante armée populaire pour détruire les forces contre-révolutionnaires, en menant la guerre du peuple.

Exemple héroïque pour les peuples opprimés, en leur montrant leur force réelle, la victoire des peuples indochinois a permis les profonds bouleversements de notre époque. Elle est une victoire de tous les peuples, elle a rencontré un large soutien de toutes les forces révolutionnaires dans le monde : la conférence des peuples indochinois était saluée par les peuples, les pays socialistes, Chine et Albanie qui offraient une aide sans condition aux peuples indochinois, notamment au peuple cambodgien. A l'inverse, les sociaux-impérialistes misaient sur Lon Nol, tout en faisant mine de soutenir le peuple vietnamien. C'était une tentative pour briser l'unité des peuples indochinois, c'était faire cause commune avec l'impérialisme US. Aux côtés des peuples indochinois, le camp de la révolution, contre eux le camp de la contre-révolution.

ENFONCÉS DANS LA TRAHISON

Tass annonce la libération de Phnom Penh comme « la fin d'une guerre fratricide de 5 ans ». Jusqu'au bout, les sociaux impérialistes tresseront des couronnes à Lon Nol, cacheront sa soumission totale à l'impérialisme US, pour masquer honteusement leur politique systématique de sabotage de la lutte de libération nationale. Alors que la plupart des pays avaient retiré leur personnel diplomatique, les diplomates soviétiques se sont réfugiés à l'ambassade de France après la libération de Phnom Penh. Ils ont accompagné le régime Lon Nol jusque dans son tombeau.

Cette trahison ignoble donne son sens exact aux déclarations de Kossyguine : « L'Union soviétique s'efforcera comme par le passé de développer ses relations amicales avec le peuple cambodgien et lui accorder son soutien dans ses efforts d'édification d'un Cambodge pacifique, indépendant et neutre ». Comme par le passé, l'Union soviétique poursuivra sa politique de trahison des intérêts fondamentaux du peuple cambodgien.

Au mois d'août, notre journal « Front Rouge » organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (ml) organise un voyage en Albanie socialiste.

Il reste des places disponibles. Pour tous renseignements, écrire à : Front Rouge, B.P. 161, 75864 Paris, Cedex 13.

A lire dans Peking Information n° 16 du 21 avril 1975, l'article du Renmin Ribao : « L'impérialisme qui cache mal la machination », à propos des intrigues US au Sud-Vietnam.

Par ailleurs, ce numéro publie un extrait de Front Rouge du 3 avril.